
enclume
MRC
SEPT
RIVIERES

Inventaire du patrimoine immobilier

Section 2 : Caractérisation

enclume

Adresse
4529 rue Clark, suite 404
Montréal (Québec)
H2T 2T3

Équipe de réalisation - enclume
Andrée-Anne Coll, historienne et urbaniste OUQ
Élie Desrochers, aménagiste et géomaticien
Sarah Hamel, aménagiste
Étienne René-Contant, architecte de paysage junior
Claire Lubell, professionnelle en architecture

Révision historique
Steve Dubreuil, archéologue
Musée de la Côte-Nord et Vieux-Poste de Sept-Îles

MRC DE SEPT-RIVIÈRES

Adresse
1166, boulevard Laure
Sept-Îles (Québec)
G4S 1C4

Équipe - MRC
Philippe Gagnon, directeur de l'aménagement et directeur général adjoint
Tidiane Ndiaye, coordonateur en aménagement du territoire

Mars 2026

Photo de couverture : Vue aérienne Clarke City,
Fonds Gérard-Lefrançois, P7,D3,P35, BAnQ Sept-Îles.

enclume

MRC SEPT-RIVIÈRES

Table des matières

Section 2 : Caractérisation

11 Caractérisation naturelle
12 Milieu géophysique
13 Réseau hydrographiques et milieux humides
17 Utilisation du territoire

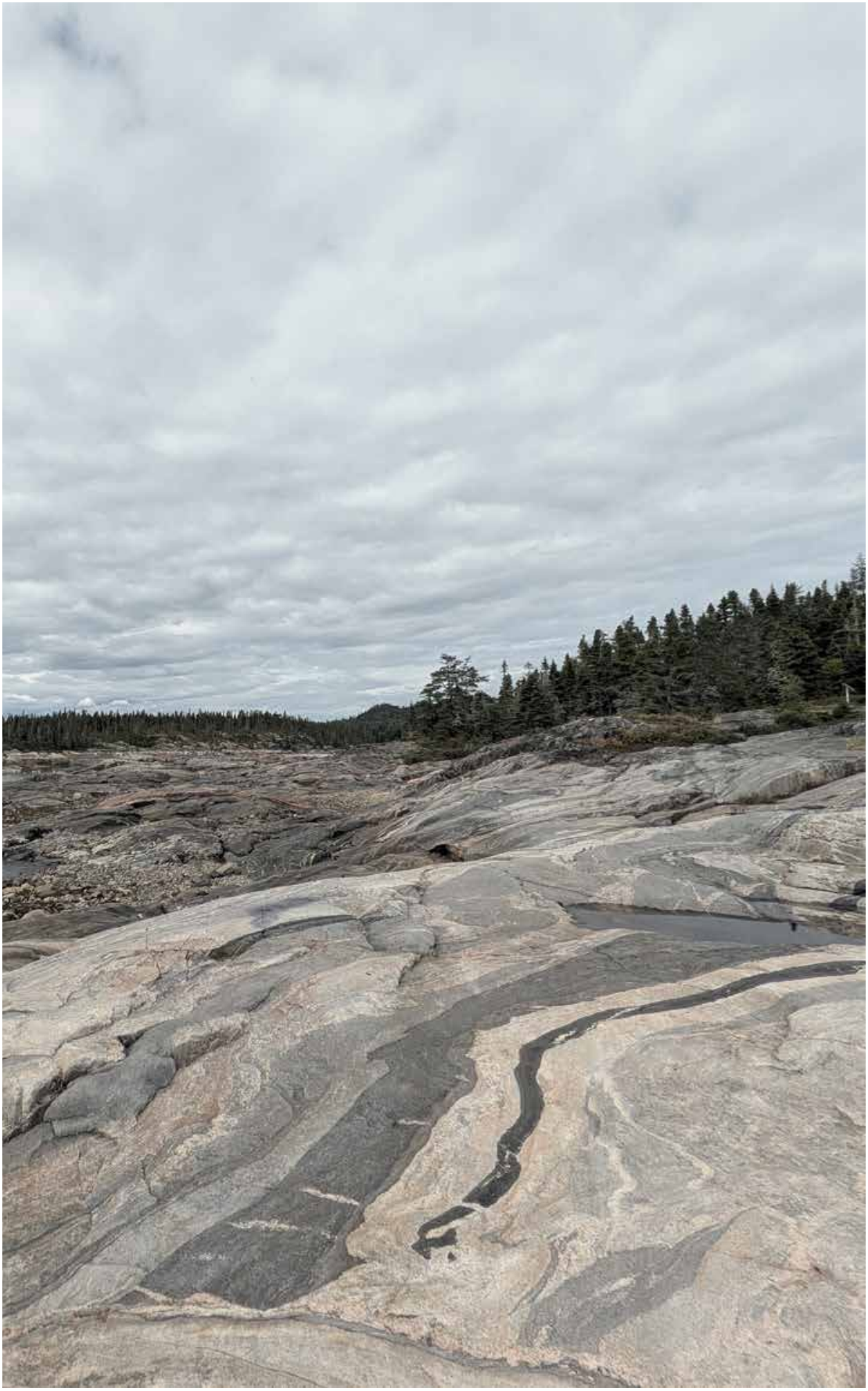
20 Caractérisation historique régionale
22 Période pré-coloniale (avant 1650)
24 Période d'échanges et de commerce (1680 à 1840)
28 Période des premières occupations (1850-1900)
33 Période d'exploitation des ressources (1885-1960)
38 Période de transformation des ressources (1945-1980)
43 Quelques dates significatives en lien avec le patrimoine bâti

44 Historique des localités
46 Pointe-aux-anglais
49 Rivière Pentecôte
54 Shelter Bay
60 Gallix
64 Clarke City
69 Sept-Îles

75 Caractéristiques du cadre bâti
76 Caractéristiques particulières ou représentatives du territoire
78 Types architecturaux

97 Secteurs et ensembles d'intérêt
98 Délimitation de secteurs et d’ensembles d'intérêt
99 Pointe-aux-Anglais
100 Rivière Pentecôte
101 Shelter Bay
102 Clarke City
103 Village de Sept-Îles
104 Station de recherche de Matamec
105 Moisie Salmon Club

Caractérisation naturelle



Rivière Matamec
Enclume, 2025.

« Le territoire de la MRC de Sept-Rivières est recouvert en presque totalité par la forêt. La nature de cette forêt est fonction du climat (boréale), de la topographie (surtout montagneuse) et de la nature du sol (surtout rocheux) présents. Deux domaines bioclimatiques distinguent la forêt de la MRC : soit le domaine de la sapinière à bouleau blanc et celui de la pessière à mousses[1]. »

Milieu géophysique

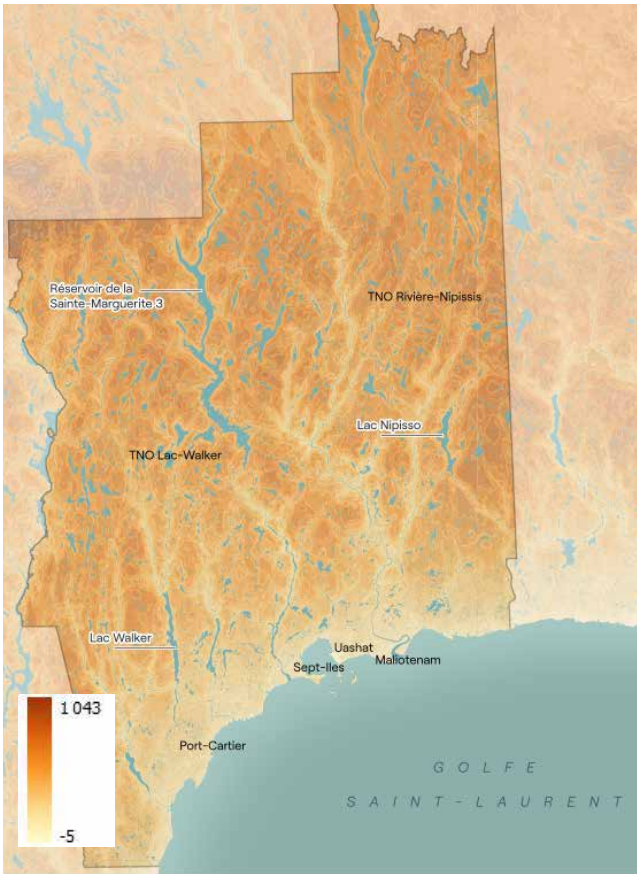
Milieux biophysiques et topographie

La MRC de Sept-Rivières prend place sur trois milieux biophysiques qui se trouvent dans la province naturelle des Laurentides centrales, qui elle prend place dans l'immense ensemble qu'est le Bouclier canadien. D'importantes réserves connues (exploitées et exploitables) de sable, de gravier et de pierre se trouvent dans le sous-sol du Bouclier, notamment dans les secteurs de Sept-Îles, Port-Cartier et Moisie[2].

À partir du golfe du Saint-Laurent, une succession de plateaux s'étendent vers le nord et le nord-ouest, leur surface étant souvent découpée en collines[3]. S'y trouvent trois milieux biophysiques distincts, soit :

- les basses-terres du Saint-Laurent, où se trouve la plaine côtière ;
- le piémont (ou promontoire) laurentien ; et
- le plateau laurentien.

La plaine côtière, aussi appelée la zone littorale, n'excède jamais 100 m d'altitude et est formée d'un littoral rocheux. La largeur de la plaine varie entre 3 et 12 km. La proximité de la mer, la présence de nombreux havres naturels, un relief relativement plat, ainsi que des dépôts de surface généralement propices à la construction ont fait de cette plaine un endroit opportun pour



Carte topographique de la MRC de Sept-Rivières, montrant l'altitude en mètres
NASA Shuttle Radar Topography Mission (SRTM) Global, distributed by OpenTopography, 2013, https://doi.org/10.5069/G9445JDF.

la concentration du développement urbain de la MRC[4].

Le piémont fait la transition entre la plaine côtière et le plateau laurentien et se déploie en moyenne sur 40 km de large. On y retrouve des dénivellations comprises entre 150 et 300 m, et la topographie apporte des silhouettes de montagne cassées et abruptes. Il est morcelé par des lacs et leurs cuvettes, ainsi que par les couloirs des grands cours d'eau. Le territoire est couvert de forêts propices à l'exploitation, et la région se prête bien à la trappe et à la chasse[5].

Enfin, sur le plateau laurentien, qui constitue l'arrière-pays, l'altitude augmente progressivement à travers plusieurs collines et creux de vallée. L'altitude la plus élevée se situe dans ce milieu

1 *Projet de Schéma d'aménagement et de développement révisé* (*SADr*) (MRC de Sept-Rivières, 2002).
2 *SADr*.
3 T. Li, J-P Ducruc, M-J Côté, D. Bellavance et F Poisson, *Les provinces naturelles, premières fenêtres sur l'écologie du Québec* (Québec : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 2019).
4 CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques (*préparé pour la MRC de Sept-Rivières, 2024).
5 Jean-Marie M. Dubois, « Le milieu naturel », dans *Histoire de la Côte-Nord. Les Régions du Québec,* dir. Pierre Frenette (Québec : Presses de l'Université Laval, 1996), 32.

biophysique, plus précisément au sein des monts Groulx (monts partiellement situés dans la MRC de Sept-Rivières, dans le nord-ouest de celle-ci).

Climat

La MRC comprend deux zones climatiques distinctes. Aux abords du fleuve et du golfe du Saint-Laurent, on retrouve un climat maritime où les eaux contribuent à adoucir les températures en hiver et à les refroidir durant l'été. Plus au nord, l'arrière-pays est plutôt touché par un climat continental rigoureux où les hivers sont froids, neigeux et caractérisés par des masses d'air arctiques. Toutefois, aux abords du piedmont, soit dans la partie plus méridionale de l'arrière-pays, le climat maritime du fleuve influence les zones qui se trouvent plus basses en altitude, soit inférieures à 460 m[6].

6 *SADr*.

→ Carte du réseau hydrographique de la MRC de Sept-Rivières
Gouvernement du Québec, Ministère des ressources naturelles et des forêts. Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ), [Jeu de données], dans Données Québec, 2019, mis à jour le 28 novembre 2025.

↓ Baie Sept-Îles
Enclume, 2025.



Réseau hydrographique et milieux humides

Hydrographie et bassins versants

La présence de nombreuses rivières, d'un important réseau hydrographique et de l'immense baie qui caractérise la MRC a influencé l'occupation de son territoire. Le développement de la Côte-Nord, et plus particulièrement celui de la MRC de Sept-Rivières, s'est historiquement développé grâce au transport maritime. Avant les années 1960, aucune route ne reliait le territoire actuel de la MRC au reste de la province.

De plus, comme son nom l'indique, la MRC est composée de sept rivières qui se jettent dans le fleuve Saint-Laurent : les rivières du Calumet, Pentecôte, aux Rochers, Sainte-Marguerite, Moisie, Matamec et Pigou. Plusieurs d'entre elles forment des havres ou des baies lorsqu'elles rencontrent le fleuve. Ces lieux se sont avérés idéaux pour l'installation des premiers villages permanents.





↑ Carte du réseau hydrographique de la MRC de Sept-Rivières
Gouvernement du Québec, Ministère des ressources naturelles et des forêts. Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ), [Jeu de données], dans Données Québec, 2019, mis à jour le 28 novembre 2025.

↓↓ Embouchures des rivières Matamec et Pentecôte
Enclume, 2025.





Ces rivières ont également servi au transport du bois depuis l'arrière-pays. Le territoire est par ailleurs marqué par une abondance d'autres rivières, notamment des rivières à saumon, et de nombreux lacs. La vingtaine de rivières à saumon constitue des milieux naturels d'intérêt[7].

Ce réseau hydrographique se rattache à cinq bassins versants primaires : celui des rivières Pentecôte, aux Rochers, Sainte-Marguerite, Moisie et au Bouleau. Toutes ces eaux se jettent dans le fleuve Saint-Laurent. Ces bassins primaires englobent tout un réseau de bassins secondaires.

Au total, les surfaces d'eau représentent un peu plus de 9% de l'ensemble du territoire et 25 % si l'on inclut la portion du fleuve Saint-Laurent située dans la MRC[8]. Cela correspond à une superficie totale de 9 969,20 km² (avec la portion du Saint-Laurent). Le réseau hydrique surfacique se compose à 74 % de cours d'eau, tandis que 23,5 % correspond à des lacs[9].

7 CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques.*
8 *SADr.*
9 CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques.*



Potentiel hydroélectrique

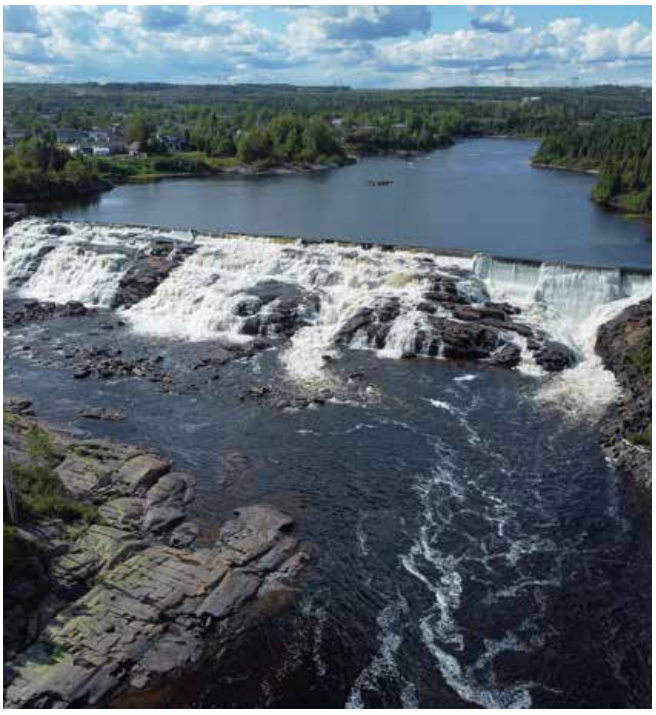
La MRC offre un bon potentiel hydroélectrique, comme en témoignent les diverses infrastructures hydroélectriques aménagées au fil du temps. Parmi celles-ci, on compte notamment quatre barrages situés le long de la rivière Sainte-Marguerite :

- Sainte-Marguerite-1 (SM-1) construit en 1908 par la Gulf Pulp and Paper Company, près de l'embouchure de rivière Sainte-Marguerite ;
- Sainte-Marguerite 2 (SM-2) construit après 1940, soit en 1951 et se trouvant à environ 10 km de l'embouchure de la rivière ;
- Saint-Marguerite 3 (SM-3) érigé en 2001, beaucoup plus haut sur la rivière, soit plus au nord ;
- Petit barrage de la Petite-Rivière-Sainte-Marguerite, construit en 1992.

On retrouve aussi le barrage des Pionniers, construit en 1921 à Port-Cartier sur la rivière aux Rochers.

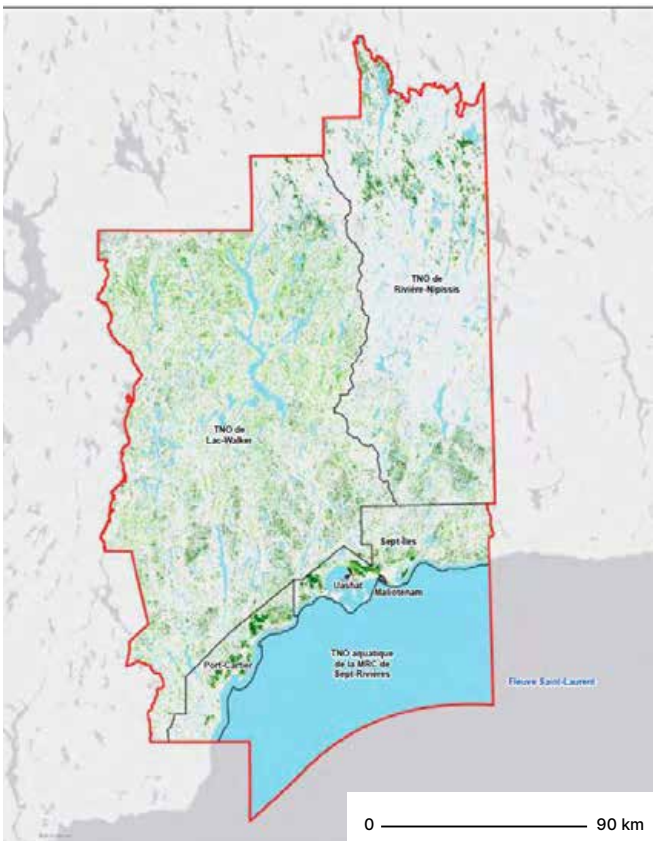
↑ Le barrage sur la Rivière Sainte-Marguerite (SM-1)
Enclume, 2025.

↓ Le barrage des Pionniers
Enclume, 2025.









Milieux humides

De nombreux milieux humides sont présents sur le territoire. Leur présence est plus accrue dans le sud de la MRC, sur la plaine côtière où une forte concentration de milieux humides se trouve à proximité du territoire urbanisé. On y retrouve de nombreuses tourbières, tout comme un important marais salé et des herbiers de zostère marine en bordure du fleuve Saint-Laurent dans la baie de Sept-Îles[10].

Ceci-dit, même si la densité de milieux humides est plus élevée dans le sud de la MRC, certains milieux humides sont tout de même présents dans les milieux forestiers qui composent le piedmont et le plateau laurentien.

Parmi les différents types de milieux, les tourbières sont les plus abondantes, représentant 58 % des milieux humides totaux, suivies des marécages, qui constituent 38 %.

10 Canards Illimités Canada, 2009 et MELCC, 2019 ; CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques*.

↖ Marais salé de la rivière Brochu à Gallix
Enclume, 2025.

↖ Secteur Gallix
Enclume, 2025.

← Carte des milieux humides et hydriques de la MRC de Sept-Rivières
CIMA+, Fond de carte ESRI ; MELCC-MERN, 2019 ; MELCC, 2019 et MERN, 2020. Tiré de CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques*, 2024.

Milieux humides
- Étang (eau peu profonde)
- Marais
- Marécage
- Milieu humide
- Prairie humide
- Tourbière

Milieux hydriques
- Cous d'eau et plan d'eau

Utilisation du territoire

Utilisations du sol

Plus on se dirige vers le nord, plus la bande de tourbière de la plaine laisse place aux affleurements de roches, aux montagnes et aux forêts. Dans l'ensemble de la MRC, le milieu forestier domine largement le territoire. De façon générale, la forêt publique couvre 90 % du territoire de la MRC. De façon détaillé, selon la base de données d'utilisation du territoire du Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP, 2020), la MRC de Sept-Rivières est formés de :

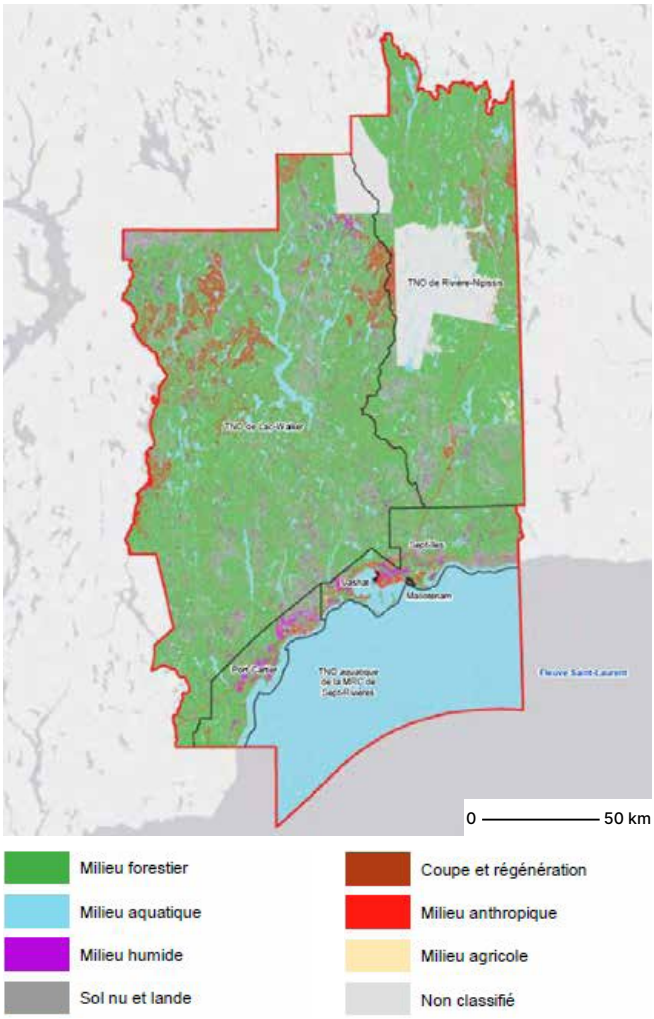
- 53 % de milieux forestiers ;
- 25 % de milieux aquatiques (comprenant la section du fleuve Saint-Laurent) ;
- 8 % de sols nus ou de landes ;
- 4 % de zones de coupe et de régénération ;
- 3 % de milieux humides ;
- 0,01 % de milieux agricoles ; et
- 0,55 % de milieux anthropiques[11].

Industrie forestière

L'utilisation du territoire montre la grande importance des milieux naturels dans la MRC et la faible proportion de milieux humanisés sur le territoire de la MRC. Tout comme pour le réseau hydrographique, cette forêt significative est au cœur du développement de la MRC de Sept-Rivières. Dès la fin du 19e siècle l'industrie forestière fait partie du paysage de la région. Elle est encore présente aujourd'hui, mais différemment et elle a vécu quelques déclins et crises au fil du temps.

Accessibilité et autres utilisations de la forêt

Les voies d'accès vers l'intérieur des terres rendent le territoire forestier accessible à divers usagers, incluant notamment les villégiateurs, les chasseurs, les trappeurs, les pêcheurs, les touristes, les communautés autochtones et les prospecteurs miniers. La majorité des activités de chasse et de pêche se déroulent dans des zones aménagées à cet effet,

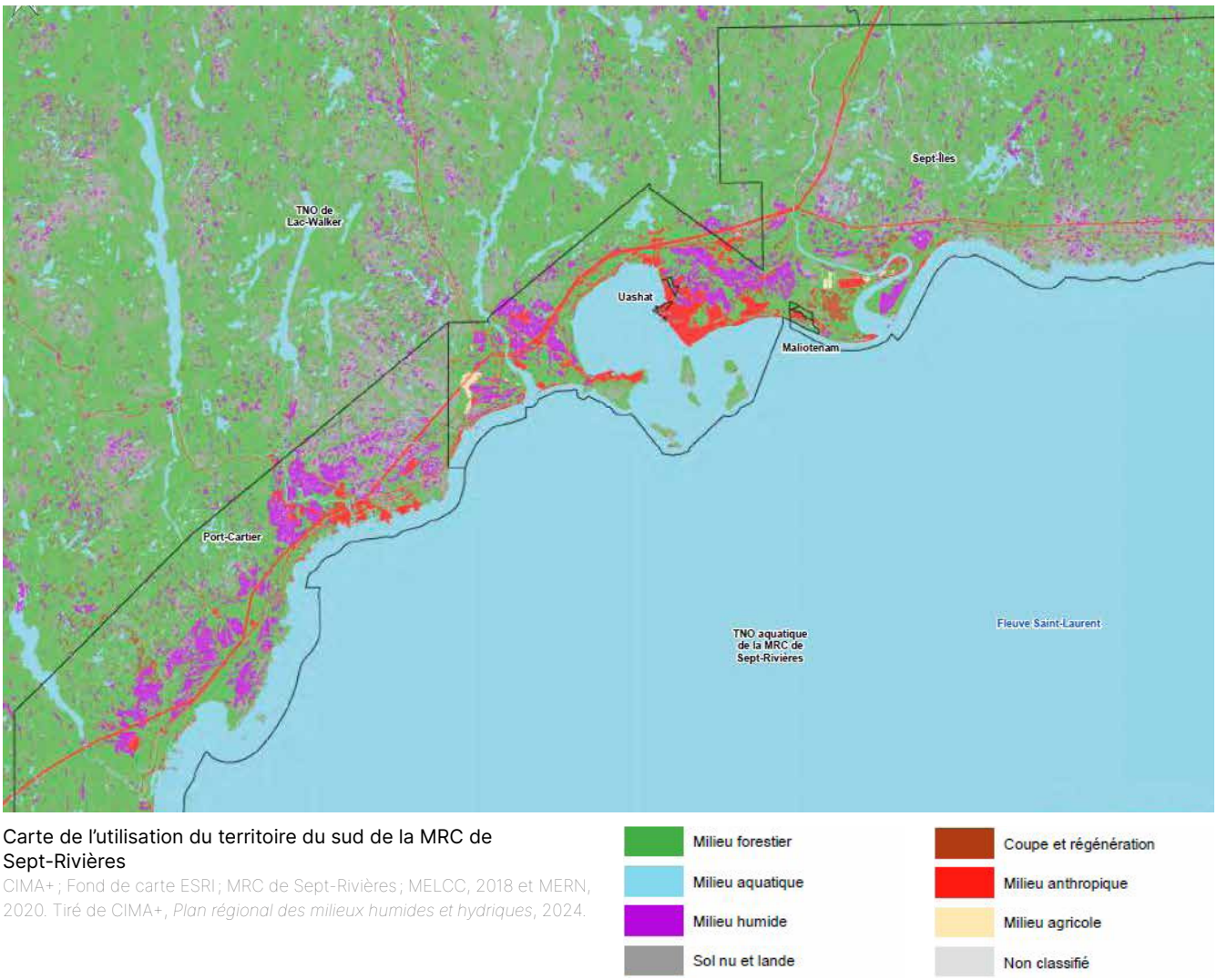


↑ Carte de l'utilisation du territoire de la MRC de Sept-Rivières
CIMA+ ; Fond de carte ESRI ; MRC de Sept-Rivières ; MELCC, 2018 et MERN, 2020. Tiré de CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques*, 2024.

↓ Milieu humide et forestier, secteur Clarke City
Enclume, 2025.



11 CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques*.



Carte de l'utilisation du territoire du sud de la MRC de Sept-Rivières

CIMA+ ; Fond de carte ESRI ; MRC de Sept-Rivières ; MELCC, 2018 et MERN, 2020. Tiré de CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques*, 2024.

telles que la réserve faunique de Port-Cartier – Sept-Îles, les zones d'exploitation contrôlée (ZEC) et les pourvoiries. D'autres activités, comme les pratiques traditionnelles autochtones, le tourisme et la prospection minière, sont exercées de manière plus ponctuelle ou aléatoire[12].

Dominance écologique et peuplements forestiers

En termes de peuplement forestier, deux domaines bioclimatiques caractérisent la Côte-Nord et la MRC de Sept-Rivières, soit la sapinière à bouleau blanc et la pessière à mousse. Ces deux domaines font partie de la sous-zone de la forêt boréale fermée, signifiant qu'il s'agit d'une forêt boréale dense au sous-bois ombragé[13].

La sapinière est une forêt mixte qui traverse le sud de la MRC et qui suit la côte sur quelques dizaines de kilomètres de largeur, entre le Saguenay et La Tabatière, et qui couvre aussi l'île d'Anticosti. Elle est surtout composée du sapin baumier avec du bouleau à papier, de l'épinette blanche et parfois du pin blanc[14].

Plus on monte vers le nord, la pessière offre quant à elle un couvert végétal qui est majoritairement constitué d'épinette noire comme espèce dominante. Cette pessière à mousse s'étend jusqu'au 52e parallèle.

Potentiel agricole

Le potentiel agricole limité de la Côte-Nord explique probablement le peu d'intérêt qu'elle a

12 *SADr*.

13 Ministère des ressources naturelles et des forêts (MRNF), *Zone de végétation et de domaines bioclimatiques du Québec* (Gouvernement du Québec, 2022), 1.

14 Dubois, « Le milieu naturel », 53-54.

suscité chez les promoteurs de la colonisation. Pendant de nombreuses années, l'établissement y est demeuré temporaire, axé sur l'exploitation forestière et maritime. Cette dynamique explique l'émergence de villages à la survie précaire et à un peuplement de faible densité dispersé tout au long du littoral[15].

Ainsi, le territoire de la MRC de Sept-Rivières est peu exploité à des fins agricoles étant donné les conditions biophysiques du milieu qui sont peu propices pour la pratique de l'agriculture. Il n'y a donc pas vraiment de tradition agricole dans la région. Seulement 0,01 % du territoire est couvert par des terres agricoles, ce qui représente environ 811,7 ha divisés en 18 parcelles de production agricole.

Ces quelques zones agricoles sont entre autres perceptibles à travers des champs situés juste en dessous des lignes d'Hydro-Québec, au sud de Gallix, à travers des parcelles situées sur le bord de la route 138, juste à l'ouest de la rivière Moisie. Un dernier regroupement de champs agricoles est situé dans la ville de Port-Cartier, au nord de la rivière Pentecôte[16].

15 Pierre Frenette, dir., *Histoire de la Côte-Nord, Les Régions du Québec* (Québec : Presses de l'Université Laval, 1996), 228.

16 CIMA+, *Plan régional des milieux humides et hydriques*.

Petit-Havre de Matamec
Enclume, 2025.





La mission catholique de Sept-Îles vers 1880
MP-0000.1271.2, don de Stanley G. Triggs, Musée McCord.

Pour mieux comprendre l'inventaire du patrimoine bâti, cette section retrace l'évolution du territoire de la MRC de Sept-Rivières. Elle offre un aperçu des étapes marquantes de son histoire, sans pour autant constituer une étude historique complète de la région.

Puisque cet inventaire recense le patrimoine immobilier construit avant 1940, cette section met en lumière l'évolution du paysage architectural de la MRC, de la colonisation par les Européens jusqu'au milieu du 20e siècle. Bien que cette période soit privilégiée, certains faits marquants postérieurs à 1940 sont abordés afin d'éclairer les transformations ou la disparition de certains bâtiments anciens.

Survol historique régional

Le survol historique **régional** présente les origines du peuplement non autochtone ainsi que les périodes clés qui ont affecté l'ensemble des municipalités de la MRC de Sept-Rivières. Néanmoins, l'occupation ancienne du territoire par les peuples des Premières Nations a également été étudiée afin, d'une part, d'en dégager des logiques pouvant expliquer certains phénomènes contemporains et, d'autre part, de rappeler que leur rapport séculaire au territoire a été compromis au fil du temps.

À l'échelle régionale, il est possible d'identifier cinq grandes phases d'occupation :

1. Période pré-coloniale (avant 1670) : l'occupation ancestrale du territoire par les Premiers peuples
2. Période d'échanges et de commerce (1670-1840) : les postes de traite
3. Période des premières occupations (1840-1900) : les villages de pêche et la colonisation
4. Période d'exploitation des ressources (1885-1970) : les cités forestières
5. Période de transformation (1945-1990) : le virage minier et les villes modernes

Les dates charnières associées à chaque phase d'occupation sont approximatives, se superposent parfois, et visent à donner une idée générale de la durée de chaque grande phase du développement régional. En réalité, elles varient quelque peu d'un endroit à l'autre de la région.

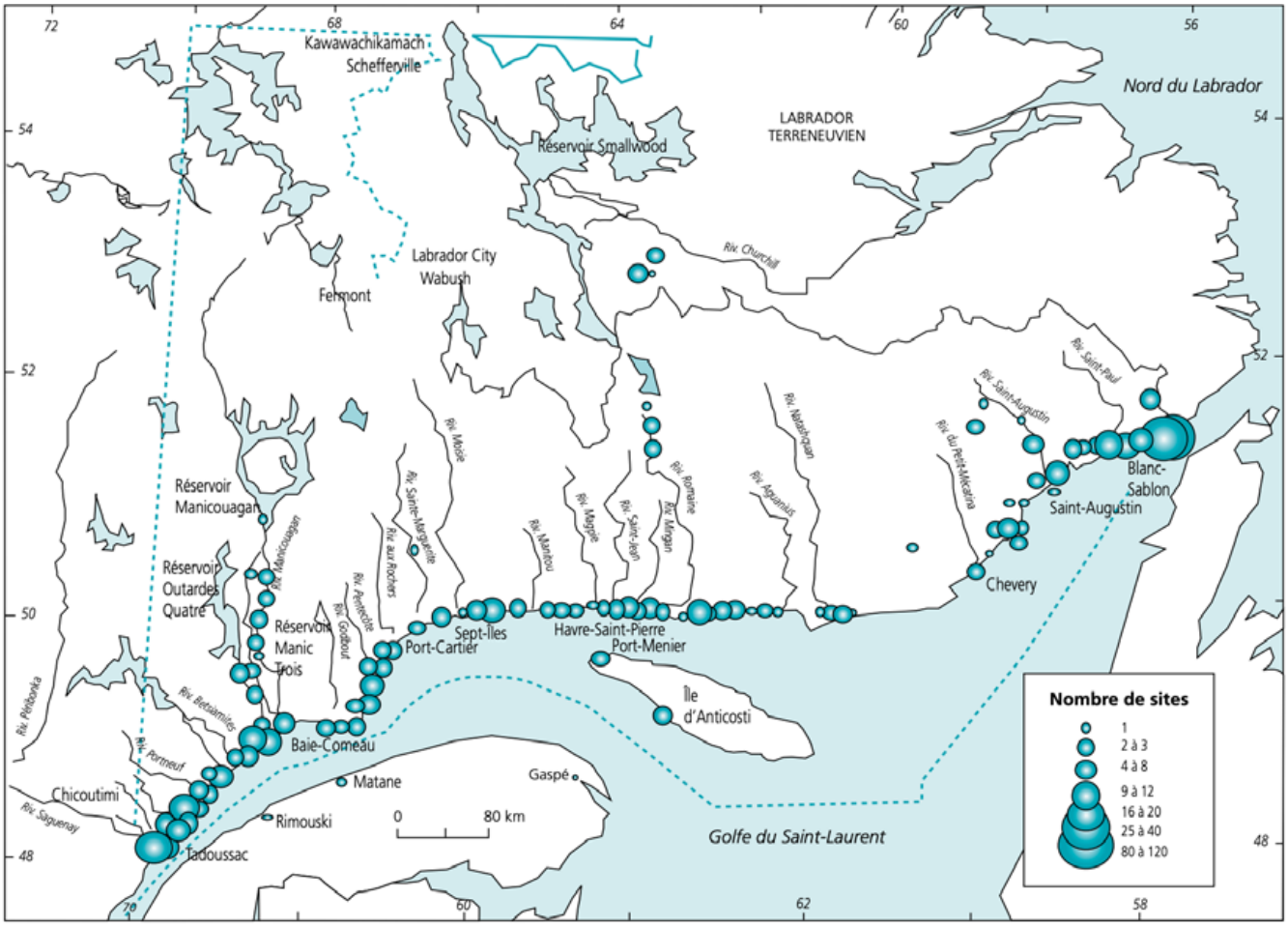
1. Période pré-coloniale (avant 1670) : l'occupation ancestrale du territoire par les Premiers peuples

Les recherches archéologiques menées depuis une soixantaine d'années sur la Côte-Nord indiquent que les premiers humains à pénétrer la région ont rejoint la partie est de la côte environ 8 500 ans avant aujourd'hui (AA). Sur le territoire qui s'étend entre Pointe-des-Monts et Natashquan, il faut toutefois attendre 6 000 ans AA avant de déceler la présence d'occupants, soit des familles exploitant les bassins intérieurs allant de la rivière Moisie à la rivière Romaine[1]. Selon les archéologues, cette occupation est plutôt occasionnelle, et ce, jusqu'à environ 3 000 ans AA. Avant cette date, les vestiges archéologiques montrent une occupation courte, mais répétée de groupes autochtones sur le littoral, probablement liée à l'exploitation des ressources marines[2].

Au moment du contact avec les premiers Européens, soit vers 1500, les historiens retiennent la présence de deux principaux groupes qui sont les ancêtres des Innus de la région qui correspondent aujourd'hui à la MRC de Sept-Rivières : les Oumamiois et les Ouchestigouek. Le premier groupe, les Oumamiois – uma·mi·wakʸ ou « gens de l'aval » – occupent au moment de l'arrivée des

1 Daniel Chevrier, « Les premières populations humaines : 8500 à 2000 ans avant aujourd'hui », dans *Histoire de la Côte-Nord*, 94.

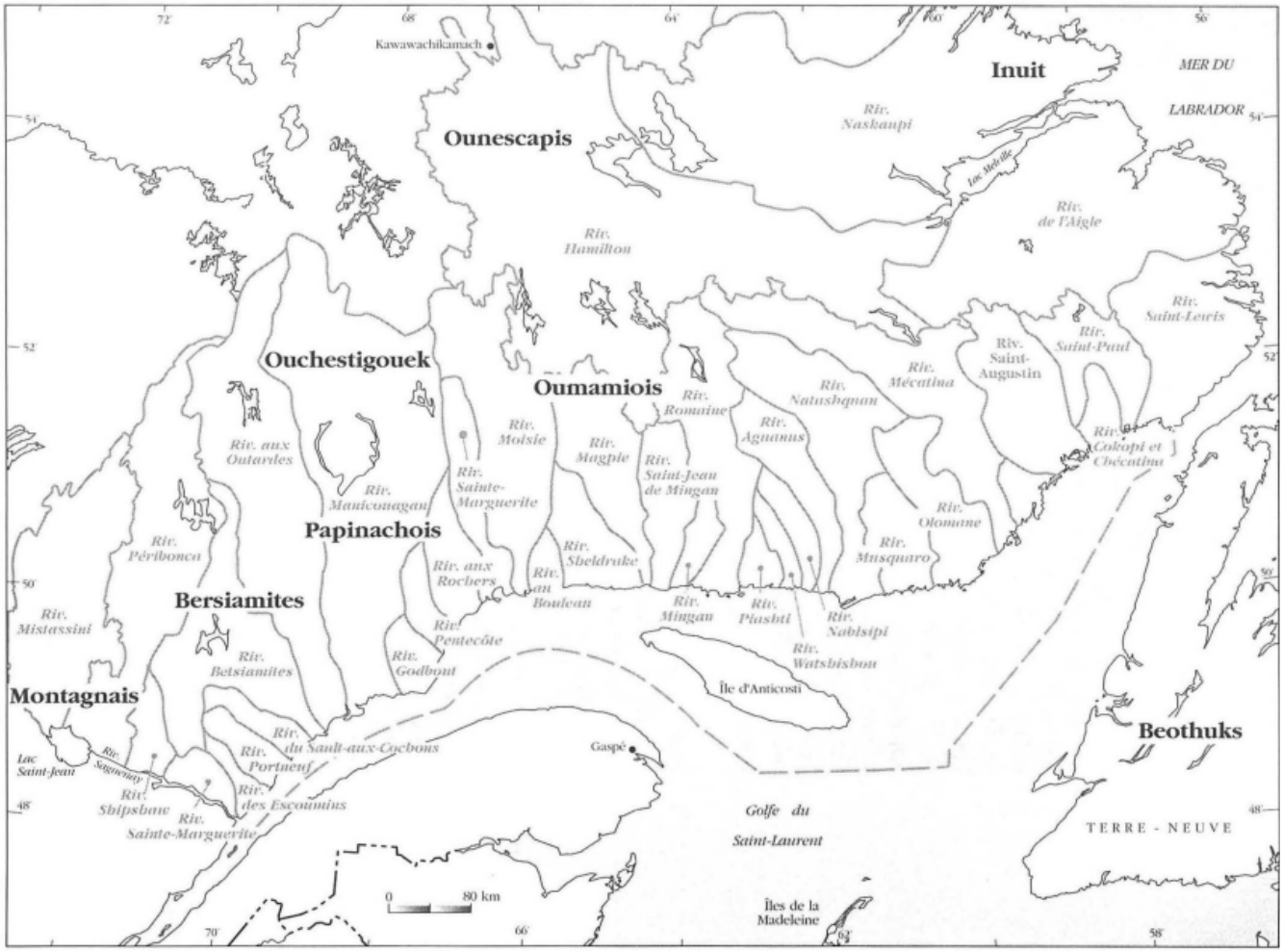
2 Chevrier, « Les premières populations humaines », 94.



Répartition et densité des sites archéologiques sur la Côte-Nord en 1990

Inventaire des sites archéologiques du Québec, ministère des Affaires culturelles. Cartographie : Claude Chamberland, *Les laboratoires de géographie* (UQAC, 1996).

Bien que cette carte date d'il y a plusieurs années, on peut constater que la densité des sites archéologiques est plus grande en Basse-Côte-Nord et vers Tadoussac. On remarque aussi que peu de fouilles archéologiques ont été effectuées à l'intérieur des terres.



Répartition des bandes innues sur le territoire de la Côte-Nord vers l'an 1500
Claude Chamberland, *Les laboratoires de géographie* (UQAC, 1996).

Européens le bassin de la rivière Sainte-Marguerite et fréquentent la baie de Sept-Îles[3]. Le second groupe, les Ouchestigouek – ucise·stiku·wak^{y} ou « gens de la grande rivière »[4] – occupent le bassin de la rivière Moisie.

Ces groupes autochtones pratiquent, à différents degrés, le nomadisme, c'est-à-dire qu'ils se déplacent selon le rythme des saisons et la disponibilité naturelle de la nourriture. Bien que certains fréquentent davantage la côte et que d'autres demeurent davantage à l'intérieur des terres de l'arrière-pays, ils ne laissent derrière eux aucun établissement permanent. Ils n'ont donc laissé aucune trace de leur occupation, outre les vestiges archéologiques révélés au cours des dernières décennies.

Enfin, même si leur nombre demeure difficile à établir de façon précise, jusqu'au début du 19^{e} siècle, les Autochtones représentent le groupe numériquement majoritaire sur le territoire de la Côte-Nord[5].

3 José Mailhot, « La disparition des *Oumamiois* et des *Kichestigaux* : une histoire cousue de fil blanc », *Recherches amérindiennes au Québec*, 34, nº1 (2004) : 21-30, https://doi.org/10.7202/1082394ar.

4 Mailhot, « La disparition des *Oumamiois* et des *Kichestigaux* ».

5 Frenette, dir., *Histoire de la Côte-Nord*.

Caractéristiques du patrimoine bâti associé à cette période

Aucune trace bâtie de cette période n'a persisté jusqu'à nos jours.

2. Période d'échanges et de commerce (1670 à 1840) : les postes de traite

Postes de traite et mission volante du Régime français

Pendant des milliers d'années, les Autochtones de la Côte-Nord ont mené une vie nomade, se déplaçant à l'intérieur des terres en hiver et s'établissant sur la côte du golfe du Saint-Laurent en été. Bien que des pêcheurs européens aient visité la Côte-Nord sporadiquement dès le début du 16e siècle, ce n'est qu'avec l'entreprise coloniale française que des postes de traite et des missions religieuses se sont établis de manière permanente sur le territoire. Ces établissements voient le jour à proximité des lieux fréquentés par les bandes autochtones, ce qui permet d'entretenir des relations commerciales avec ces dernières et de répondre aux visées évangéliques des missionnaires jésuites[6].

L'histoire du peuplement non autochtone de la Côte-Nord se confond donc à celles des compagnies et sociétés qui exploitent les comptoirs commerciaux. Ces dernières possèdent des droits exclusifs de traite de fourrures et de pêche sur les rivières à saumons. Ce privilège d'exploitation des ressources du territoire leur permet d'interdire toute occupation concurrente dans le Domaine du roi, dont faisait partie le territoire de la MRC de Sept-Rivières. En effet, avant l'arrivée de ces postes et missions, la Côte-Nord demeure un territoire maintes fois cartographié depuis la mer, mais très peu exploré par les colons européens.

Au cours du Régime français, des postes de traites sont surtout implantés en Haute-Côte-Nord, dont le plus important à Tadoussac. Le territoire qui correspond aujourd'hui à Sept-Îles se trouve d'ailleurs à la limite de plusieurs concessions importantes à l'époque de la Nouvelle-France. Il constitue en effet la limite est de la traite de Tadoussac dès le milieu du 17e siècle. La frontière avec la seigneurie de Mingan se trouve quant à elle à une cinquantaine de kilomètres un peu plus à l'est.

Les premiers commerçants français qui s'installent dans la baie de Sept-Îles vers 1670 choisissent cet emplacement puisqu'il est déjà fréquenté par des familles innues durant la période estivale[7]. C'est en 1684 qu'est érigé un poste dans la région de Sept-Rivières, soit à la rivière Moisie. Dans la région de Sept-Rivières, la « Société des Sept-Îles » exploite aussi des établissements de traite à l'île aux Œufs et à l'île Caoui au 17e siècle, mais sans infrastructure fixe[8]. D'ailleurs, même au poste de Sept-Îles, il est probable que le site du poste n'ait pas été occupé de façon continue durant la période française[9].

Les postes de la fin du 17e siècle sont des établissements assez modestes, occupés par quelques employés qui y travaillent de façon saisonnière[10]. Au fil du temps, et avec l'augmentation du nombre d'employés, on ajoute près du magasin, qui constituait le poste, quelques bâtiments de service (hangar, grange, étable, etc.) et de nouvelles résidences accueillant les commis et, parfois, leur famille[11]. Au poste de Sept-Îles, la construction d'une chapelle est envisagée en 1744, mais elle n'aurait jamais été complétée.

6 Dufour, « De la Traite de Tadoussac aux King's Post : 1650-1830 », dans *Histoire de la Côte-Nord,* 179-226.

7 Société historique du Golfe, *Les familles pionnières de Sept-Îles, 1860-1910: fondation d'un village tourné vers la mer* (Sept-Îles : Société historique du Golfe, 2009).

8 Françoise Niellon, « Du territoire autochtone au territoire partagé : Le Labrador », dans *Histoire de la Côte-Nord,* 135-178..

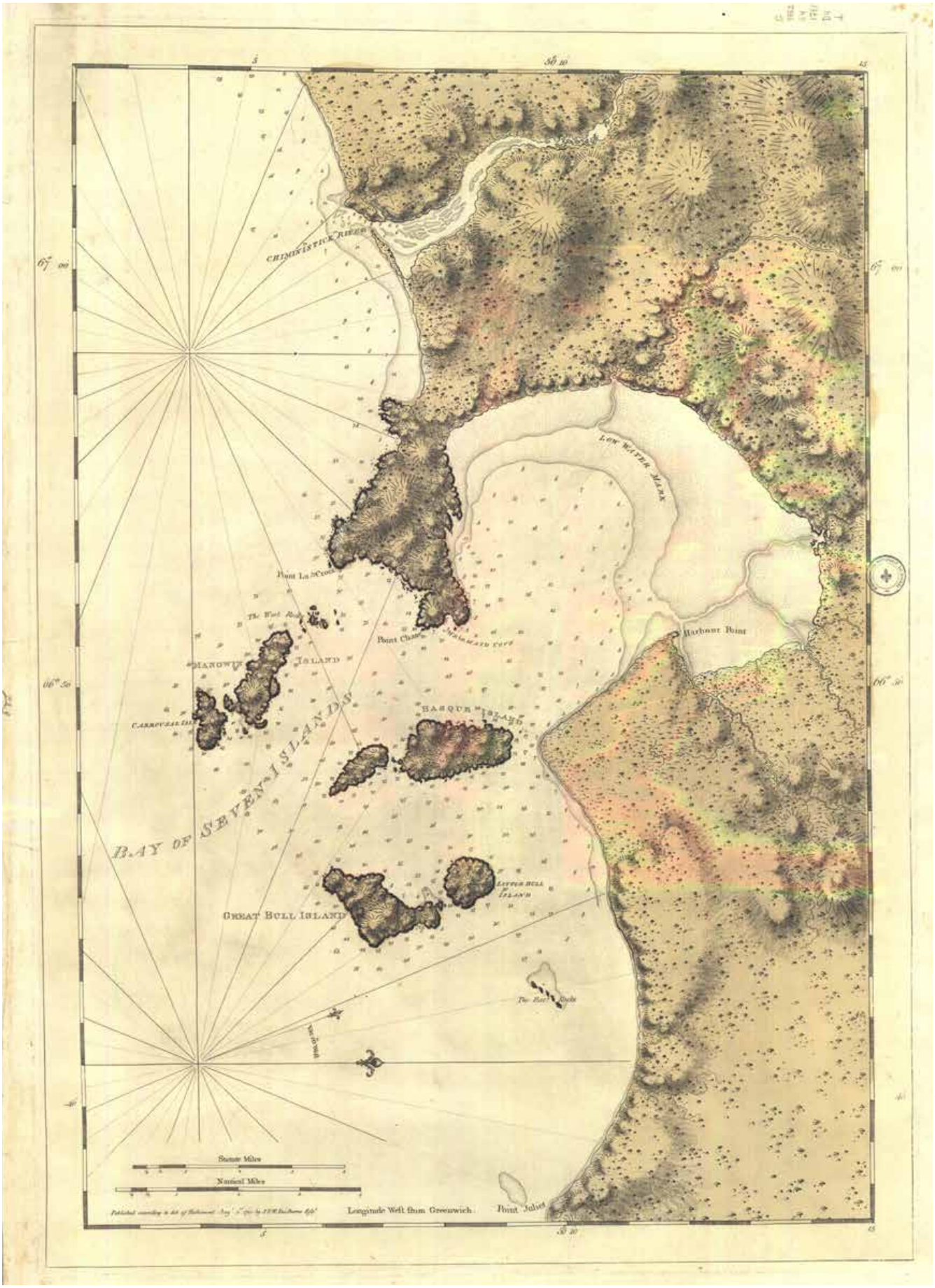
9 Société historique du Golfe, *Les familles pionnières.*

10 Dufour. « De la Traite de Tadoussac aux King's Post », 198.

11 Dufour, « De la Traite de Tadoussac aux King's Post », 207.

↓ (page suivante) La baie des Sept-Îles telle que cartographiée par Joseph Des Barres, vers 1781

Joseph F.W. Des Barres, Bay of the Seven Islands. 0002663081. BAnQ.


CHIMNISTICK RIVER
LOW WATER MARK
Point La Croix
The West Rock
Point Chase
Harbour Point
MANOWIN ISLAND
BASQUE ISLAND
CARROUSEL ISLAND
BAY OF SEVEN ISLANDS
GREAT BULL ISLAND
LITTLE BULL ISLANDS
The East Rock
Point Jolie
Statute Miles
Nautical Miles
Longitude West from Greenwich

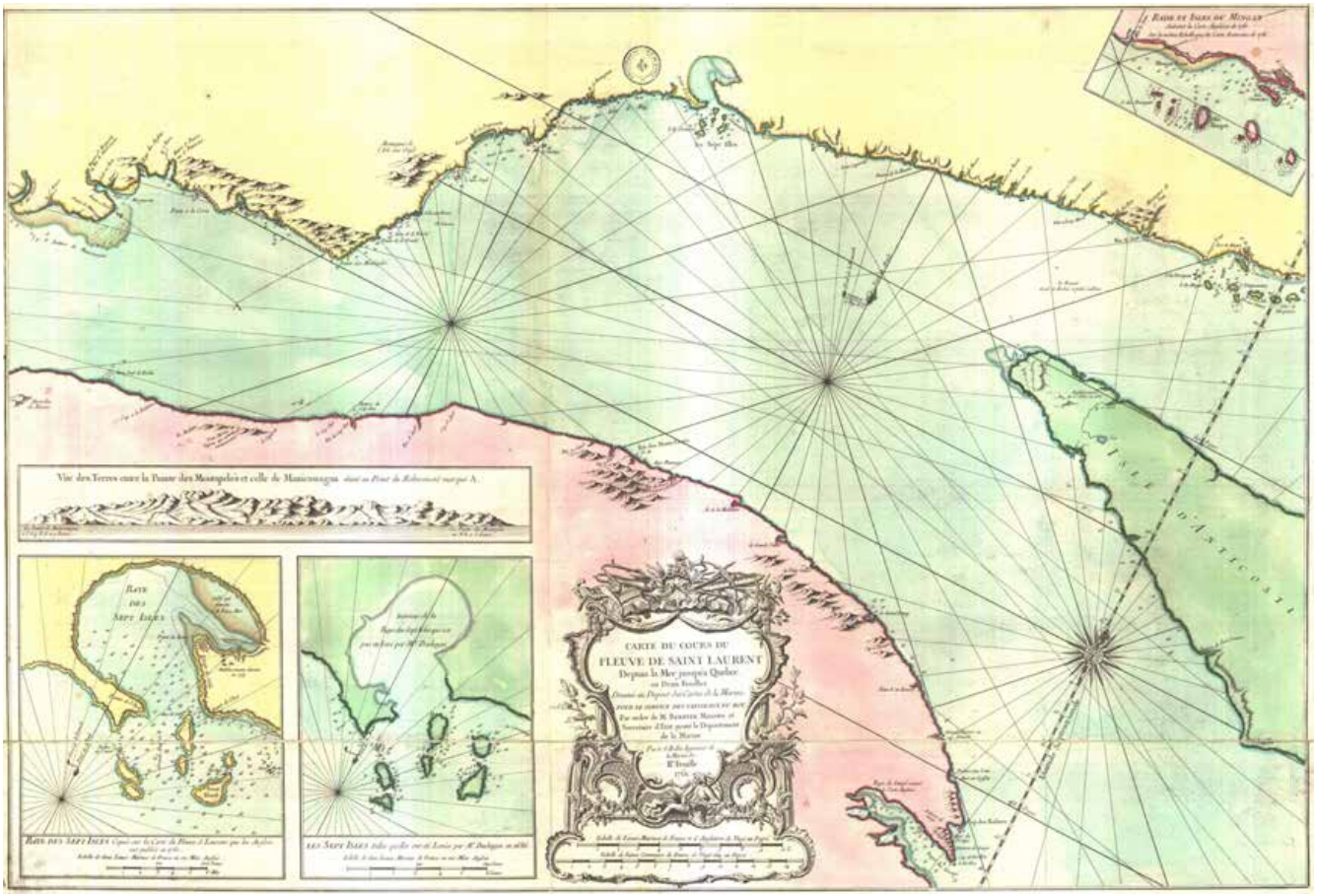
Les King's Posts et la mainmise de la Compagnie de la Baie d'Hudson

Après la Conquête, l'exploitation des postes de traite et les missions se poursuivent généralement selon la même logique commerciale, sous la forme des *King's Posts* (postes du Roi). Bien que le poste de Sept-Îles soit détruit en 1759 lors des hostilités associées à la guerre de Sept Ans, celui-ci est reconstruit sous le Régime britannique.

Le changement de régime devient alors synonyme d'une intensification des activités commerciales. Ainsi, le poste de Sept-Îles, en plus de servir au commerce des pelleteries, se tourne aussi vers le commerce des huiles, notamment grâce à la chasse au loup marin qui s'y pratique. La hausse démographique et l'expansion des marchés qui suivent la Conquête entraîne le développement de la pêche commerciale, notamment au poste de Moisie où le saumon est pêché en quantité appréciable[12].

Cette augmentation et diversification du commerce dans les postes du roi entraîne une densification du paysage bâti. Selon les inventaires de postes effectués à la fin du 18e siècle, tous les postes de la Côte-Nord sont habités à l'année longue à l'exception de deux postes : celui de Bon-Désir et celui de Moisie, qui ne l'est que durant la saison de la pêche au saumon[13]. Ces inventaires indiquent qu'en 1786, au poste de Sept-Îles, on recense une maison, une boulangerie, une tonnellerie, deux magasins, une étable, un hangar et une cave pour les huiles. À Moisie la même année, on compte une petite maison et un wigwam[14].

12 Dufour, 214.
13 Dufour, 215.
14 Inventaire d'Edward Harrisson pour le compte du lieutenant-gouverneur, 1786, tiré de Dufour, 215.



La Région de Sept-Rivières telle que cartographiée par Nicolas Bellin en 1761. On aperçoit sur l'encart de la baie de Sept-Îles l'emplacement du Vieux-Poste indiqué par la remarque « établissement détruit en 1759 ».
Carte du cours du fleuve de Saint Laurent depuis la mer jusqu'à Québec en deux feuilles Ile feuille. 0002663414, BAnQ.



Dessin du Vieux-Poste inspiré de l'inventaire d'Edward Harrisson en 1786
Gérard Gallienne. P6,S9, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles

Au début du 19e siècle, c'est la Compagnie du Nord-Ouest qui détient le bail d'exploitation du poste de Sept-Îles. Puis, cette dernière est fusionnée à la Compagnie de la Baie d'Hudson dans les années 1820, obtenant ainsi le monopole d'exploitation des ressources dans la région. Cependant, à partir des années 1840, la mainmise de la Compagnie de la Baie d'Hudson sur la Côte-Nord commence à s'effriter. Lors du renouvellement de ses baux en 1842, la clause interdisant le peuplement du territoire nord-côtier (de Tadoussac à Moisie) est retirée. Quelques années plus tard, le gouvernement cède à la pression de l'opinion publique et des commerçants du bois et réduit le pouvoir de la Compagnie en restreignant ses droits exclusifs à la traite des fourrures avec les Autochtones et à certains types de pêche[15]. Puis, en 1859, la Compagnie de la Baie d'Hudson perd le monopole de la pêche au saumon sur la plupart des rivières de la région[16].

15 Jacques Frenette, « L'original de la pétition montagnaise du 8 avril 1847 : un document inédit », *Recherches amérindiennes au Québec*, 43 nº2-3 (2013) : 77–91.

16 Paul Charest, *Des tentes aux maisons. La sédentarisation des Innus* (Québec : Éditions GID, 2020).

À partir de ce moment, la colonisation du territoire de la région de Sept-Rivières devient légale et d'autres acteurs privés peuvent acquérir et exploiter les concessions forestières de la région. Par la suite, durant les années 1850, le gouvernement retire à la Compagnie de la Baie d'Hudson les derniers droits exclusifs de commerce et de pêche qu'elle détenait sur la Côte-Nord et les King's Posts sont abolis[17]. La Compagnie peut continuer ses activités, mais elle doit désormais faire face à la concurrence.

17 Réjean Beaudin et Pierre Frenette, *Godbout, un poste de traite devenu village* (Baie-Comeau : Société historique de la Côte-Nord, 1993).

Caractéristiques du patrimoine bâti associé à cette période

Aucune trace bâtie de cette période n'a persisté jusqu'à nos jours.

Le poste de Sept-Îles a été reconstitué dans les années 1960 près de son emplacement originel, suivant des fouilles archéologiques.

3. Période des premières occupations (1840-1900) : les villages de pêche et la colonisation



La mission catholique de Sept-Iles vers 1880
MP-0000.1271.2, don de Stanley G. Triggs, Musée McCord.

On aperçoit au loin les bâtiments de la Compagnie de la baie d'Hudson, ainsi que la première chapelle de Sept-Îles construite vers 1848 pour les Innus.

La fin du monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson permet l'établissement légitime de pêcheurs et de leurs familles sur la côte. Ils sont pour la plupart attirés par l'abondance du poisson et les occasions qu'offre ce territoire, qu'ils connaissent pour avoir fréquenté la mer qui le borde durant l'été. Ainsi, la baie de Sept-Îles a d'abord attiré les pêcheurs et les marchands. Le poste de traite y a favorisé une collaboration essentielle : les Innus, premiers occupants, ont guidé les nouveaux arrivants dans la découverte des richesses de l'arrière-pays[18].

Les premières familles de pêcheurs qui s'installent dans la région le font dans les années 1860 et 1870, notamment dans la baie de Sept-Îles, à l'embouchure de la rivière Sainte-Marguerite, à la baie des Homards, à Rivière-Pentecôte et à la Pointe-aux-Anglais.

Ce sont surtout des familles acadiennes provenant des Îles-de-la-Madeleine qui peuplent le littoral. Ces dernières sont à la recherche d'indépendance et fuient la rente imposée par le nouveau seigneur de cet archipel. Les autres familles proviennent pour la plupart de la Gaspésie, d'Écosse, d'Irlande ou de l'île de Jersey[19]. Quelques familles se déplacent par ailleurs de village en village sur la Côte-Nord, en fonction du travail disponible. Parmi les premiers habitants de Sept-îles, on compte par exemple quelques familles acadiennes ayant vécu à la Pointe-aux-Esquimaux (Havre-Saint-Pierre) avant de s'installer à Sept-îles[20].

Les premiers villages

Les premiers noyaux villageois se forment grâce à l'installation de plusieurs familles au même endroit. Ces lieux sont souvent fréquentés par des familles innues, comme c'est le cas à Sept-Îles, à Moisie et à Rivière-Pentecôte, par exemple. Le village des Sept-Îles qui voit le jour devient rapidement un noyau urbain dont l'économie est axée sur la pêche à la morue[21]. Il en est de même pour plusieurs villages de la Côte-Nord au-delà des limites fixées par la présente étude.

La présence de familles justifie la création de missions, qui deviennent au fil du temps des paroisses. Si les premiers registres sont ouverts par les

18 Société historique du Golfe, *Les familles pionnières*, 14.

19 Société historique du Golfe, 26.
20 Société historique du Golfe, 26.
21 Abbé V.-A. Huard, *Labrador et Anticosti* (Montréal : C.-O. Beauchemin & Fils, Libraires-Imprimeurs, 1897), tiré de Société historique du Golfe, 15.

oblats, notamment aux missions de Moisie (1867), de Saint-Patrice de Rivière-Pentecôte (1875) et de Saint-Joseph de Sept-Îles (1875), ces derniers sont remplacés par les pères eudistes en 1903.

L'ouverture des registres de mission ou de paroisse justifie souvent la construction d'une petite chapelle, puis d'une église. Les habitations de ces premiers villages sont modestes, souvent orientées vers la mer, reflétant l'occupation des ses habitants. Une école vient s'ajouter aux petits hameaux pour assurer l'instruction des enfants.



Église Saint-Esprit à Rivière Pentecôte construite vers 1886 et, en arrière-plan, la chapelle Sainte-Anne, construite en 1897.
J. E. Chabot P61,S1,P83, Fonds Joseph-Émile Chabot, BAnQ Sept-Îles.

Par ailleurs, il faut souligner qu'il n'y aucun quai dans les villages de la région de Sept-Rivières au 19e siècle. À cette époque, la majorité des villages de la Côte-Nord ne disposent pas de quai, ce qui oblige les navires à s'ancrer près du rivage. Les villageois utilisent alors de légères embarcations pour décharger le fret et le courrier directement depuis les bateaux, qui ne fréquentent la côte que lorsque les conditions le permettaient[22].

Certains villages accueillent un lieu de commerce, comme c'est le cas de Sept-Îles, où la Compagnie de la Baie d'Hudson construit un nouveau comptoir en 1842, délaissant l'emplacement situé près de la rivière du Poste. Ce poste, qui reste en activité jusqu'en 1925, combine les fonctions de magasin général et de comptoir de fourrures[23].

22 Fernande Porlier-Forbes et Manon Gasse, *Sept-Îles : du village à la ville* (Ville de Sept-Îles, 2002).
23 Porlier-Forbes et Gasse, *Sept-Îles*.



Village de Sept-Îles dans les années 1920. On constate la présence de hangars et de magasins associés à la pêche.
J. E. Chabot. P61,S1,P127, Fonds Joseph-Émile Chabot, BAnQ Sept-Îles.

Au 19e siècle, le littoral nord-côtier compte quelques villages géographiquement dispersés qui ne sont, pour la plupart, pas reliés par voie terrestre. En hiver, la communication s'effectue par cométique (traîneau à chiens) et en été, par bateau, bien que quelques familles possèdent des chevaux permettant de rejoindre le village voisin[24]. À Sept-Îles, le village traditionnel de pêcheurs se densifie lentement, et les tensions territoriales avec la communauté innue mènent à la création définitive de la réserve de Uashat.

La réserve de Uashat (Sept-Îles)

La création de la réserve de Sept-Îles, officialisée le 27 mars 1906, marque l'aboutissement d'un bras de fer de plus de vingt ans entre les Innus et les autorités gouvernementales[25]. Dès 1880, la communauté revendique la protection de son lieu de rassemblement estival, un site stratégique abritant leurs habitations, leur chapelle, construite en 1848, et le comptoir de traite. Cependant, cette demande se heurte à une situation foncière complexe : le gouvernement du Québec a déjà concédé des lots à des colons euro-canadiens sur ce même territoire, et le ministère des Terres et Forêts refuse de faire marche arrière[26].

Le conflit s'envenime au tournant du siècle, alors que des intérêts privés, notamment des agents commerciaux cherchant à spéculer sur les terres,

24 Société historique du Golfe, *Les familles pionnières*.
25 Paul Charest, *Des tentes aux maisons : La sédentarisation des Innus* (Québec : Éditions GID, 2020).
26 Pierre Frennette dir., *Histoire de la Côte-Nord*, 355.



Vue de la réserve de Uashat en 1946, soit près de 40 ans après sa création. L'ombre projetée sur le sable est celle du clocher de la chapelle innue.
Benoît Brouillette, *Village indien de la réserve (Montagnais), habité en été seulement, à Sept-Îles*. E6,S7,SS1,D2,P31669, Fonds Ministère de la Culture et des Communications, Office du film du Québec, BAnQ Québec..

ainsi que les autorités municipales locales, tentent d'évincer les familles autochtones pour les repousser en dehors de l'agglomération naissante. Il faudra l'intervention conjointe de divers acteurs, dont des missionnaires, des agents des Affaires indiennes et des représentants politiques, pour parvenir à une entente[27]. Finalement, les Innus obtiennent une concession de 36,94 hectares, ce qui représente moins du tiers de la superficie initialement réclamée.

Au-delà de la lutte territoriale, cet événement témoigne d'un changement radical dans la politique coloniale de l'époque. On abandonne la philosophie des années 1850, qui prévoyait de vastes réserves (comme celle de Betsiamites) pour permettre une autonomie économique par l'agriculture en compensation des droits perdus. À Sept-Îles, comme aux Escoumins, la réserve est réduite à sa plus simple expression : un espace résidentiel minimaliste sur le littoral, dont l'unique fonction est d'assurer aux familles autochtones un point d'ancrage fixe sur la côte[28].

27 Frenette, 355.
28 Frenette, 355.

<u>Caractéristiques du patrimoine bâti associé à cette période</u>

Quelques maisons associées à la période des villages de pêches.

Églises et chapelles (à Rivière-Pentecôte et à Uashat, notamment).

Aucun magasin, hangar ou entrepôt lié à la pratique de la pêche ne semble avoir subsisté.

Les forges de Moisie : une entreprise brève, mais marquante

Dans les années 1860, la découverte de sable ferrugineux à l'embouchure de la rivière Moisie entraîne le développement d'un hameau sur la rive est du cours d'eau. Cette découverte attire des investisseurs qui exploitent la ressource et y construisent des forges dès 1865. Le gérant de la compagnie est William Molson, qui en devient propriétaire en 1867. À partir de ce moment, la compagnie prend le nom de Moisie Iron Company et devient la première à exploiter les ressources minières de la Côte-Nord[29]. On y installe 12 fourneaux à charbon, 8 fours catalans et une forge (Berthold)[30]. Pour soutenir l'industrie sidérurgique et ses quelque 400 travailleurs, un petit village est érigé près des forges.

De l'autre côté de la rivière, un village naissant prenait déjà place avant l'arrivée de la Moisie Iron Company. La rive ouest de l'embouchure de la rivière Moisie est en effet habité de façon saisonnière et ancestrale par des familles innues, pour lesquelles la rivière Moisie constitue une voie de déplacement fondamentale, ainsi que par quelques familles de pêcheurs qui s'y installent à la fin des années 1850. L'arrivée de la compagnie sur la rive est entraîne toutefois le développement de ce noyau urbain, où sont construits des logements, une chapelle et un magasin général.

L'augmentation des droits d'importation aux États-Unis, de même que l'épuisement de la matière ligneuse et la mauvaise qualité de l'acier, met un frein à cette entreprise, qui ferme ses portes dès 1875[31]. L'aventure fut donc de brève durée, mais marquante. Ce qu'il reste des forges appartient aujourd'hui au domaine de l'archéologie. Le village de Moisie, situé sur l'autre rive, persiste, mais plusieurs familles qui y résident décident de se déplacer vers Sept-Îles. La partie ancienne du village de Moisie a d'ailleurs été abandonnée et ses ruines ont complètement disparu.

29 Steve Dubreuil, *Histoire et paléohistoire de l'occupation humaine à la pointe de Moisie* (Dossier technique préliminaire., Rapport remis à Archéo-Mamu, mai 2016).

30 Étienne Berthold, *La Côte-Nord* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2010).

31 Porlier-Forbes et Gasse, *Sept-Îles*.



↑ Sur la pointe de Moisie, il ne reste aujourd'hui aucune trace bâtie de l'ancien village de Saint-Vital-de-Moisie
Enclume, 2025.

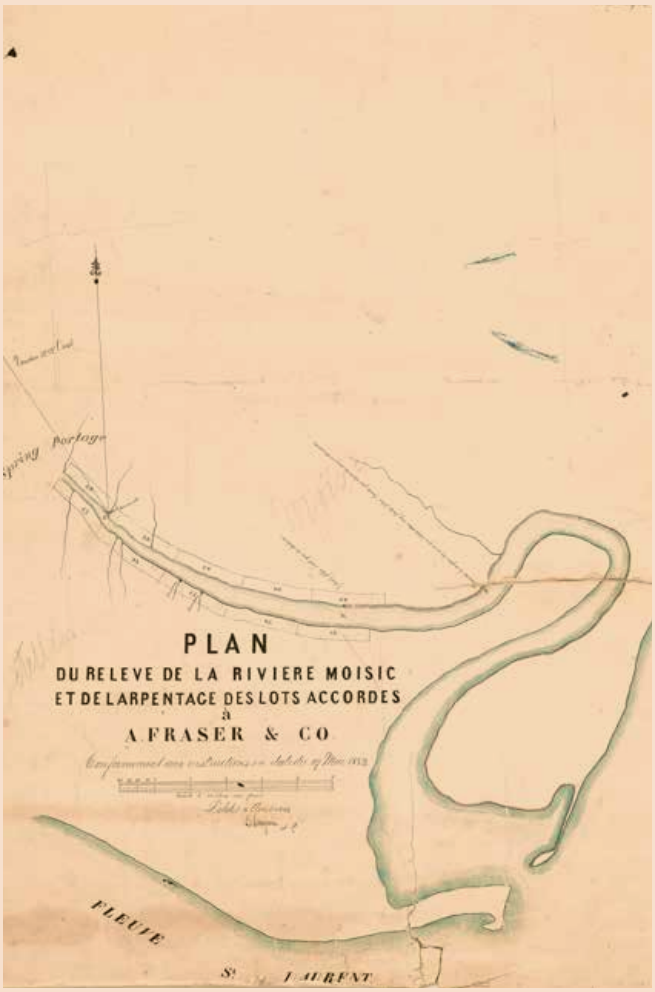


← Le village de Moisie, apparaissant ici en 1940. Sur la même pointe, une base militaire sera construite dans les années 1950. Le site sera démilitarisé dans les années 1980 et ses résidences seront alors privatisées.

Les forges prenaient place sur l'autre rive de la rivière et aucune trace ne subsiste.
P6,S3,D4,P114, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.



« Château » et bureau du Club Adans avant l'incendie de 1906
P4,S1,P5, Fonds Mitchell Campbell, BAnQ.



Détail exceptionnel, le club est également propriétaire du lit de la rivière, ce qui lui garantit des droits de pêche exclusifs. Ce statut foncier rarissime est la raison principale pour laquelle ce club privé a pu subsister malgré la vague de « déclubage » survenue au Québec durant les années 1970.
Source légende : Lévesque, « Privatiser une rivière comme ça, c'est absurde ! ».
B.-Eugène jr Casgrain. Plan du relevé de la rivière Moisie et de l'arpentage des lots accordés à A. Fraser & Co. E21,S555,SS1,SSS18,P31B, Fonds Ministère des Terres et Forêts, BAnQ.

Le Moisie Salmon Club

Fondé par l'Américain Ivers W. Adams, le Moisie Salmon Club (ou Club Adams) exemplifie la tradition de la pêche sportive sur la Côte-Nord, prisée par la haute société. Dès la fin du 19e siècle, l'organisation a consolidé son emprise sur le territoire en acquérant 12 km de la rivière Moisie ainsi que des lots bordant ses deux rives.

Le club prend une forme plus structurée à la fin du 19e siècle avec la construction du bâtiment original en 1894. Malgré un incendie dévastateur en 1906, le site demeure un centre névralgique pour les amateurs de pêche. Sous la direction de Malcolm Holliday, qui a exercé les fonctions de gérant et de surintendant pendant plusieurs décennies, le club s'est modernisé. Il servait alors non seulement aux membres, mais aussi de point de halte pour les communautés autochtones revenant de la chasse au printemps[32].

Au cours du 20e siècle, le club s'est progressivement modernisé. En 1926, il a été relié au premier réseau téléphonique régional, facilitant les communications avec Sept-Îles et Moisie. Parallèlement, des infrastructures de transport ont été mises en place, comme le chemin Webster, construit en 1930, une route de six milles facilitant l'accès aux camps de pêche plus isolés, tel que le camp de la Fourche. Ces améliorations ont permis au Moisie Salmon Club de passer d'un campement rustique à un complexe de bâtiments bien établi, comme en témoignent ses installations encore présentes aujourd'hui.

Toujours propriété d'intérêt américain, le Club de pêche de la rivière Moisie suscite des enjeux de partage du territoire avec la communauté innue de Uashat mak Mani-utenam, qui revendiquent le droit de pêcher sur cette rivière, au cœur de son territoire ancestral[33].

32 Malcolm C. Holliday, *Une histoire en photos de Moisie-Les Forges de Moisie, Matamek, Club Adams et Sept-Îles, 1861-1965 (*s. e., 1997).
33 Fanny Lévesque, « Privatiser une rivière comme ça, c'est absurde ! », *La Presse*, 26 octobre 2025, https://www.lapresse.ca/actualites/regional/la-presse-a-sept-iles/les-innus-contre-des-milliardaires-americains/2025-10-26/privatiser-une-riviere-comme-ca-c-est-absurde.php.

4. Période d'exploitation des ressources (1885-1970) : les cités forestières

À la fin du 19e siècle, la fin du monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson entraîne le début de l'exploitation de la forêt par des compagnies privées. L'industrie forestière crée des emplois et est à l'origine de la croissance de villages, voire parfois de la création de villes. Le transport maritime, et l'accès à l'estuaire et au littoral, constituent alors un avantage majeur dans l'exploitation de la forêt[34].

Pour optimiser le transport des billots, les concessionnaires privilégient l'installation de leurs usines sur le littoral, précisément aux embouchures des principaux cours d'eau. Dans la région, les quelques scieries qui voient le jour se concentrent principalement sur la production de bois scié. Toutefois, le dynamisme de ce secteur demeure précaire, oscillant entre phases de forte croissance et périodes de crise au gré des fluctuations du marché international[35].

L'ère des compagnies et de l'autarcie forestière

Au tournant du siècle, le territoire de Sept-Rivières amorce une transition majeure : l'économie de traite, centrée sur les postes de la Compagnie de la Baie d'Hudson, cède la place à l'exploitation industrielle du bois à pâte. Cette période voit naître les premières « villes de compagnie », des agglomérations modernes créées dans la forêt sauvage.

Le projet le plus emblématique est celui de Clarke City, fondé par les frères Clarke au début du 20e siècle. Pour alimenter leurs presses à New York et à Toronto, ils érigent un complexe industriel sans précédent incluant une centrale hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite et le premier chemin de fer de la région.

34 Camil Girard, « Histoire et région. L'industrie forestière du nord-est québécois 1850-1930 », *Revue Histoire Sociale — Social History* XXII, nº43 (1989) : 121-143.

35 Normand Perron, « Le peuplement agro-forestier » dans *Histoire de la Côte-Nord*.

Vue de Clarke City en 1946

E.L. Désilets, *Village de Clarke City*. E6,S7,SS1,D2,P32831, Fonds Ministère de la Culture et des Communications, Office du film du Québec, BAnQ.



À la même époque, Rivière-Pentecôte se structure également autour d'une scierie d'envergure fondée par les frères Gagnon et rachetée en 1907 par la compagnie St. Maurice Lumber. Ces localités imposent un modèle social où la compagnie possède tous les logements, les magasins et les infrastructures de services[36]. En parallèle, des hameaux familiaux comme celui des Thériault à Gallix ou des pêcheurs acadiens à Pointe-aux-Anglais se forment, souvent par la construction d'une première église qui marque le passage des habitations éparses à la formation d'un véritable noyau villageois.

36 Pierre Frenette, « Le développement industriel » dans *Histoire de la Côte-Nord*, 384.

Consolidation et isolement géographique

Durant l'entre-deux-guerres, la région renforce sa spécialisation dans le bois à pâte tout en demeurant coupée du reste du Québec par voie terrestre. En 1919, Robert McCormick fonde Shelter Bay pour approvisionner son journal, le *Chicago Tribune*. Ce village se distingue par une modernité précoce, bénéficiant de l'électricité dès 1920 et d'un hôpital dès 1928, alors que le village de Sept-Îles en est encore dépourvu. Il demeure toutefois moins « urbain » que Clarke City, dont la modernité étonne les voyageurs[37].

37 Frenette, « Le développement industriel », 383.

→ Construction des immeubles et entrepôts de l'Ontario Paper Company à Shelter Bay



↓ Rue non-identifiée de Shelter Bay dans les années 1920. Les résidences usinées cohabitent avec les camps de bois rond construits en pièce-sur-pièce. L'électricité est déjà distribuée dans le village

J. E. Chabot. P61,S1,P104, Fonds Joseph-Émile Chabot, BAnQ Sept-Îles.



La vie quotidienne est alors marquée par le paternalisme des entreprises. À Shelter Bay, le numéraire est rare, remplacé par un système de coupons de la compagnie[38]. Bien que l'isolement soit profond, de nouveaux moyens de communication apparaissent : à titre d'exemple, le service postal aérien est inauguré en 1927 à Sept-Îles[39]. Cependant, cette prospérité forestière est fragile. Des villages comme Rivière-Pentecôte subissent des fluctuations démographiques brutales, les familles quittant les lieux dès que la coupe est suspendue[40].



Vue du village de Rivière-Pentecôte vers 1920, alors que le village vit au gré des fluctuations de l'industrie du bois
J. E. Chabot, *Canalisation sur chevalet en bois pour le transport du bois à Pentecôte*. P428,S3,SS1,D29,P6, Fonds de l'Action Catholique,BAnQ.

38 Suzanne Trudel et Roch Legault, *Historique de la ville de Port-Cartier* (Montréal : Éditions du Méridien, 1991).
39 Porlier-Forbes et Gasse, *Sept-Îles, du village à la ville*.
40 Perron, « Le peuplement agro-forestier », 290.

Une timide colonisation agricole

Le mouvement de colonisation des régions suivant la crise économique de 1930 s'étend jusqu'à la région de Sept-Rivières. C'est surtout dans le canton Arnaud, au nord de la baie de Sept-Îles, que les colons s'efforcent de défricher la terre. Pour les familles installées dans ce secteur, l'aventure fut rude : dépourvus d'outillage adéquat pour dompter une terre difficile, ces colons ont assuré leur subsistance en travaillant pour la compagnie de Clarke City tout en défrichant leurs propres lots. En reconnaissance de ces années de labeur acharné, l'État leur a officiellement cédé leurs lots en 1967, sans exiger de conditions de mise en valeur supplémentaires[41].

41 Réjane Poirier, « Le développement de la Côte-Nord », *Vie ouvière* XXXII, nº162 (1982) : 7, https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2225975.

Caractéristiques du patrimoine bâti associé à cette période

Les « maisons de compagnies » associées aux entreprises forestières sont toujours présentes, plus particulièrement à Shelter Bay et à Clarke City.

Les bâtiments associés au centre de recherche de Matamec.

Quelques immeubles associés aux compagnies forestières, dont l'usage a été modifié, sont toujours présents à Shelter Bay et à Rivière-Pentecôte.

Églises et chapelles construites durant cette période.

Les barrages de la rivière Sainte-Marguerite (1906) et des Pionniers (1921).

Quelques vestiges d'installations industrielles.

La baleinière de Pointe-Noire : une industrie éphémère et inusitée

L'usine d'huile de baleine constituait une source d'emploi majeure pour la population de Sept-Îles au début du 20e siècle. Exploitée par la Quebec Steam Whaling Company entre 1905 et 1908, cette infrastructure était située sur le versant nord de Pointe-Noire, à proximité du site actuel de l'aluminerie Alouette. Sous direction norvégienne, l'entreprise mobilisait chaque été une soixantaine de travailleurs, mêlant expertise scandinave et main-d'œuvre locale.

Malgré une production intensive, avec la capture de plus de 230 cétacés (principalement des rorquals bleus et communs) en trois ans et une production record de 180 000 gallons d'huile pour la seule année 1906, la compagnie ne parvint pas à maintenir ses activités. Après une mise en vente en 1908 due au non-renouvellement de sa licence, les installations furent reprises en 1911 par de nouveaux actionnaires sous la bannière de la Canadian Whaling Company Limited[42].

Le site, aujourd'hui occupé par les installations de l'Aluminerie Alouette, ne conserve plus de traces bâties datant l'épopée des baleiniers, à l'exception des vestiges d'une poudrière identifiée par un archéologue durant les années 1990, qu'il n'a pas été possible de repérer sur place[43].

42 Steve Dubreuil, « Quand on chassait la baleine au large de Sept-Îles », *La Revue d'histoire de la Côte-Nord*, nº32 (juillet 2001) : 15-17.

43 Archéo Topo, « Le site archéologique de l'usine baleinière de Sept-Iles (EaDo-b) », https://archeotopo.com/wp-content/uploads/2017/07/baleiniere.pdf.

Dépeçage d'une baleine au quai de la Canadian's Whaling Company Limited, Sept-Îles, vers 1911
P6,S3,D4,P946, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.



Un centre de recherche à la rivière Matamec

L'histoire de la station de recherche de Matamec commence vers 1912 lorsque Copley Amory, un architecte américain, fait l'acquisition d'un ancien comptoir de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson sur la Côte-Nord situé à l'embouchure de la rivière Matamec. Après y avoir établi une petite entreprise de construction navale nommée Matamek Factory, il transforme le site en une station privée de pêche tout en développant un intérêt marqué pour l'histoire naturelle et l'écosystème local. Dès 1923, il invite des scientifiques à séjourner sur sa propriété et finit par constituer un véritable laboratoire pour l'étude de la faune et de la flore marines, comblant ainsi un manque important dans la recherche biologique québécoise de l'époque.

Le point culminant de cette initiative est l'organisation, en 1931, de la Conférence sur les cycles biologiques, qui réunit une trentaine de chercheurs internationaux. Les participants se penchent sur les causes biologiques, météorologiques et astronomiques expliquant les variations cycliques des populations animales, une préoccupation partagée par les familles innues locales que Copley Amory intègre aux discussions pour leur savoir territorial. Bien que l'événement n'ait pas eu de répercussions immédiates majeures sur la communauté scientifique globale, il a permis la fondation du Bureau of Animal Population à Oxford en 1932 et a inspiré la création de la Foundation for the Study of Cycles en 1941.

À la suite de difficultés financières en 1933, Amory tente sans succès de céder ses installations à l'Universités Laval et à l'Université de Montréal, et le site redevient un club de pêche privé. La vocation scientifique du bassin de la rivière Matamec se poursuit toutefois entre 1966 et 1985 avec les activités du Woods Hole Oceanographic Institute. Cet héritage de recherche et de conservation a été pérennisé en 1995 par la création d'une réserve écologique couvrant la partie sud du bassin versant de la rivière. Les bâtiments associés au centre de recherche ont toutefois été privatisés[44].

44 Informations tirées de : Yves Hébert, « La conférence sur les cycles biologiques à Matamec en 1932 », *Revue d'histoire de la Côte-Nord*, nº 71-72 (2021) : 73-78.



↑ Les bâtiments associés au centre de recherche de Matamec font aujourd'hui partie d'un domaine privé
Enclume, 2025.



← Les bâtiments de Matamec, le campement innu et le hangar de pêche
Ellsworth Huntington, « Matamek Conference on Biological Cycles », *Matamek Factory Canadian Labrador* (1932), 16, tiré de Yves Hébert, « La conférence sur les cycles biologiques à Matamec en 1932 ».

5. Période de transformation des ressources (1945-1990) : le virage minier et les villes modernes

L'émergence de trois axes miniers

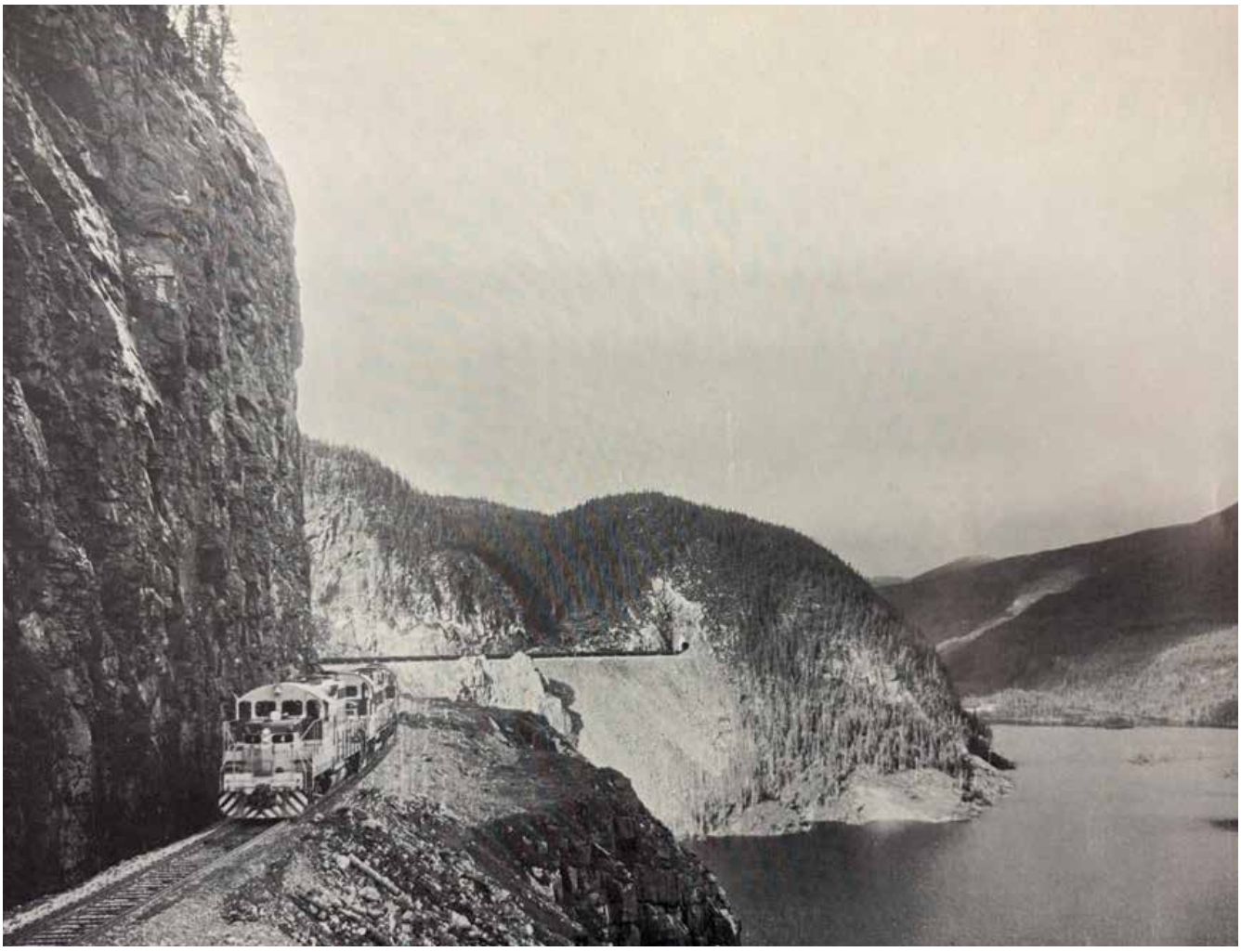
À la fin des années 1940, la découverte de gisements de fer exceptionnels près du lac Knob, dépassant les 400 millions de tonnes requis pour en assurer la rentabilité, donne naissance à l'Iron Ore Company of Canada (IOC). Ce consortium, formé en 1949 par des intérêts canadiens et américains, mobilise un investissement colossal de 375 millions de dollars pour exploiter les ressources de ce qui deviendra Schefferville[45]. La réalisation de ce mégaprojet nordique nécessite des infrastructures d'envergure, notamment la fondation d'une ville minière, l'aménagement d'un port de chargement à Sept-Îles, et la construction d'un chemin de fer de 600 kilomètres à travers la nature sauvage, achevé en juillet 1954.

En 1961, l'expansion minière s'accélère avec l'arrivée d'un second consortium, Wabush Mines, qui lance l'exploitation d'un gisement à proximité de Labrador City. Pour acheminer sa production, l'entreprise optimise les infrastructures existantes en empruntant le chemin de fer de l'IOC, tout en y greffant un nouvel embranchement de 38 km menant à Pointe-Noire, dans la baie de Sept-Îles.

45 Pierre Frenette, « Les hauts et les bas de l'économie », dans *Histoire de la Côte-Nord*, 462.

Chemin de fer menant vers Gagnon, construit dans les années 1950

Chemin de fer et train-145 milles au nord de Port-Cartier. P7,D13,P45. Fonds Gérard-Lefrançois, BAnQ Sept-îles.



Cette effervescence transforme le visage de Sept-Îles. Entre 1950 et 1975, sa population bondit de 2 000 à 30 000 habitants, recouvrant l'ancien village de pêcheurs par une trame urbaine moderniste composée de quartiers résidentiels et de centres commerciaux.

Un troisième corridor stratégique voit le jour en 1957 avec la Quebec Cartier Mining (QCM). Ce projet lie le port artificiel monumental de Port-Cartier à la ville minière de Gagnon par une voie ferrée de 321 km[46]. Ce réseau servait à exporter le fer extrait du lac Jeannine, puis de Fire Lake, vers les marchés mondiaux.

46 Frenette, « Les hauts et les bas de l'économie », 463.





↗ L'hôtel des Sept-Îles, 1967 ; → L'hôpital Sept-Îles, 1962
Armour Landry. P97,S1,D6659-6668, Fonds Armour Landry, BAnQ ; P6,S3,D4,P139, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.

Avec la rénovation urbaine et la modernisation de la ville, le centre-ville de Sept-Îles se déplace plus au nord, autour du boulevard Laure (138). De nombreux édifices modernes voient le jour à Sept-Îles dans les années 1960 et 1970.

↓ Vue aérienne de Sept-Îles vers 1961
P6,S3,D4,P43, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.

La taille de la ville a explosé. Les nouvelles rues sont aménagées de façon régulière et ordonnée, à la façon des banlieues modernes d'après-guerre.



La fin des cités forestières

À partir des années 1950, le modèle des « villes de compagnie » liées au bois à pâte s'essouffle, victime de la rationalisation industrielle et de l'émergence du secteur minier. Ce virage industriel a entraîné la fermeture des usines emblématiques de l'ère du bois. La scierie de Shelter Bay cesse ses activités en 1962, suivie par la fermeture définitive de l'usine de la Gulf Pulp and Paper à Clarke City en 1967. Le village de Shelter Bay est alors absorbé par le nouveau pôle de Port-Cartier.



Vue aérienne de Port-Cartier, construit sur la rive est de la rivière aux Rochers, face à Shelter Bay. Les deux entités sont fusionnées en 1959.
P7,D13,P11, Fonds Gérard-Lefrançois, BAnQ Sept-Îles.

Ce déclin culmine en 1975 à Rivière-Pentecôte, lorsque le permis d'exploitation de Canadian International Paper (C.I.P.) est retiré, mettant fin à près d'un siècle de domination forestière.

Pour ces localités, la fin de l'industrie signifie souvent la perte de leur autonomie et de leurs services privés : à Clarke City, la compagnie démolit les infrastructures vacantes (hôtel, magasin général) pour éviter les frais d'assurance, avant que le secteur ne soit annexé à Sept-Îles en 1970[47]. Si certaines agglomérations comme Port-Cartier ont réussi leur transition vers le fer, d'autres, à l'image de Rivière-Pentecôte, ont dû se réinventer en misant sur la villégiature ou les services administratifs, laissant derrière elles les ruines de leurs anciennes usines comme seuls témoins de leur passé industriel.

47 Isabel Calderon, *Histoire de Clarke City* (Clarke City : Comité culturel et du centième de Clarke City, 1998).

La réserve de Mani-Utenam

L'histoire de la réserve de Mani-Utenam est marquée par une lutte constante pour la reconnaissance territoriale face au développement industriel de Sept-Îles. Au début des années 1950, sous l'impulsion des projets miniers de la compagnie IOC, le gouvernement fédéral tente de fermer la réserve originale de Uashat, établie en 1906, afin de déplacer sa population vers un nouveau site nommé Maliotenam (mani-utenam en innu-aimun).

Ce déplacement forcé, visant à libérer des lots stratégiques pour l'expansion urbaine, se heurte toutefois à la résistance d'une cinquantaine de familles. Malgré les menaces de la municipalité de raser les habitations, l'interdiction par les autorités religieuses d'utiliser la chapelle et le cimetière et des mesures d'intimidation envers la population innue, ces familles refusent de quitter leurs foyers[48].

Cette ténacité mène finalement à la reconnaissance officielle de la « vieille réserve » en 1966. Ce tournant permet la modernisation du quartier dès 1967 et, plus tard, une affirmation économique concrète avec la construction du centre commercial les Galeries Montagnaises en 1976[49].

48 Daniel Vachon, *L'Histoire montagnaise de Sept-Îles* (Québec : Éditions Innu, 1985).
49 Pierre Frenette, « Une société en voie d'urbanisation », dans *Histoire de la Côte-Nord*, 509-510.



La réserve de Mani-utenam dans les années 1950, située entre Sept-Îles et Moisie
P60,S1,SS1,P2, Fonds Pauline Laurin, BAnQ Sept-Îles.

Le désenclavement et l'extension de la route 138

En 1943, la route nationale (alors numérotée route 15) s'arrête à Baie-Comeau. À cette époque, la circulation automobile est lourdement entravée par les traverses des rivières Saguenay et Betsiamites. Pour cette dernière, le passage s'effectue par bateau passeur en été et via un pont de glace en hiver. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 qu'un pont est enfin érigé sur la Betsiamites, tandis que la traverse de Tadoussac améliore sa capacité, devenant gratuite en 1970[50].

Le prolongement de la route jusqu'à Sept-Îles, au début des années 1960, constitue un jalon majeur. Cette connexion directe au réseau routier québécois pour les deux tiers de la population régionale sonne le glas du cabotage traditionnel. Les bateaux qui assuraient la navette sur le littoral disparaissent au profit du camionnage, forçant même des entreprises historiques comme la compagnie Clarke qui avait investi dans un flotte de navires à vapeurs (Clarke Steamships) à réorienter ses activités vers le transport terrestre[51]. Plus tard, la route se poursuit vers l'est et atteint Havre-Saint-Pierre en 1976.

La crise du fer et la restructuration

L'économie de la région de Sept-Rivières a traversé une période de turbulences majeures entre 1980 et 1985, révélant sa forte vulnérabilité aux fluctuations des marchés du fer. Ce déclin brutal s'est manifesté par la fermeture de l'usine de boulettage

50 Frenette, « Les hauts et les bas de l'économie », 485.

51 Frenette, 485.

Le prolongement de la route 43 (138) jusqu'à Sept-Îles entraîne la prolifération des automobiles dans la région et force l'aménagement de routes pavées.
Garage et automobiles à Sept-Îles. P6,S3,D4,P233, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.



de l'IOC à Sept-Îles en 1981, l'arrêt des activités à Schefferville et la disparition complète de la ville de Gagnon en 1985, entraînant une chute spectaculaire des effectifs miniers, passés de 7 770 à seulement 3 012 travailleurs en moins d'une décennie[52]. Cette dégringolade s'explique par la paralysie de la sidérurgie américaine, la substitution du fer par des matériaux tels que l'aluminium ou le plastique, et la concurrence féroce de gisements étrangers[53].

Contre toute attente, une restructuration en profondeur a permis un redressement dès la seconde moitié des années 1980. En modernisant leurs équipements et en abandonnant les unités les moins rentables, les géants miniers stabilisent leurs assises[54]. L'IOC recentre alors son extraction à Labrador City tout en maintenant 1 000 emplois stratégiques à Sept-Îles pour la gestion ferro-portuaire de 15 millions de tonnes de minerai vers les États-Unis. De son côté, Mines Wabush a consolidé ses activités à Pointe-Noire grâce à des investissements massifs en 1989, tandis que la Quebec Cartier Mining (QCM) est devenue le chef de file régional avec plus de 2 000 employés, dont plusieurs à Port-Cartier.

La fin du 20e siècle a été marquée par une diversification qui a permis à la région de se consolider économiquement. Sept-Îles a affirmé son rôle de centre administratif et de métropole régionale avec l'implantation de l'aluminerie Alouette en 1989, alors que Port-Cartier a stabilisé son économie notamment grâce à la construction d'un pénitencier fédéral.

La relance de projets énergétiques a également soutenu cette reprise, notamment avec le chantier du barrage Sainte-Marguerite 3 (SM-3) dans la décennie 1990, rendu possible par des ententes d'approvisionnement avec Hydro-Québec[55]. Enfin, la montée en puissance de la villégiature a transformé la vocation de localités comme Gallix, qui sont devenues des secteurs prisé par les travailleurs des pôles urbains, complétant ainsi la mutation de la région vers une économie plus diversifiée.

52 Frenette, 461.
53 Frenette, 461.
54 Frenette, 472.
55 Frenette, 477.

Caractéristiques du patrimoine bâti associé à cette période

Plusieurs édifices modernes, dont le centre-ville de Sept-Îles et plusieurs secteurs du noyau originel de Port-Cartier.

Dates marquantes

1842-1859 : Fin du monopole de la Baie d'Hudson, plusieurs postes poursuivent leur activités et quelques marchands s'installent sur la côte.

1848 : Construction de la chapelle destinée aux Innus à Sept-Îles.

1860-1870 : Installation des premières familles non autochtones à Pointe-aux-Anglais, Rivière-Pentecôte, Sainte-Marguerite (Gallix), Sept-Îles et Saint-Vital-de-Moisie.

1865-1875 : Période d'exploitation des forges de Moisie.

1867 : Ouverture des registres de la mission de Sacré-Cœur-de-Jésus (Moisie).

1868 : Création du canton Le Neuf et du canton Arnaud.

1875 : Fondation des missions Saint-Paul-de-la-Pointe-aux-Anglais, de Sainte-Patrice-de-la-Rivière-Pentecôte et de Sept-Îles.

1885 : Ouverture des registres de paroisses de Saint-Patrice-de-la-Rivière-Pentecôte.

1893 : Ouverture des registres de la paroisse de Saint-Joseph-de-Sept-Îles.

1903 : Création du canton de Fitzpatrick.

1904 : Création du canton de Letellier et de la municipalité de canton du même nom. Création du canton de Cannon.

1906 : Construction du barrage sur la rivière Sainte-Marguerite.

1905-1908: Construction des installations de Clarke City.

1906 : Création du canton Grenier.

1908 : Ouverture des registres de la mission de Sacré-Cœur-de-Marie à Clarke City.

1911 : Création du canton Babel.

1918 : Construction d'une scierie à Shelter Bay.

1926 : Ouverture des registres de la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus à Shelter Bay.

1921 : Construction du barrage des Pionniers.

1951 : Création de la ville de Sept-Îles à partir d'une partie de la municipalité de canton Letellier.

1959 : Fusion de Shelter Bay et de Port-Cartier pour former la ville de Port-Cartier.

1962 : Fin des activités de l'Ontario Paper Company à Shelter Bay.

1967 : Fin des activités de la Gulf Pulp and Paper à Clarke City.

1975 : Fin des activités de la Canadian International Paper à Rivière-Pentecôte.

1976 : Annexion de Clarke City à la ville de Sept-Îles.

1979 : Création de la municipalité de Gallix.

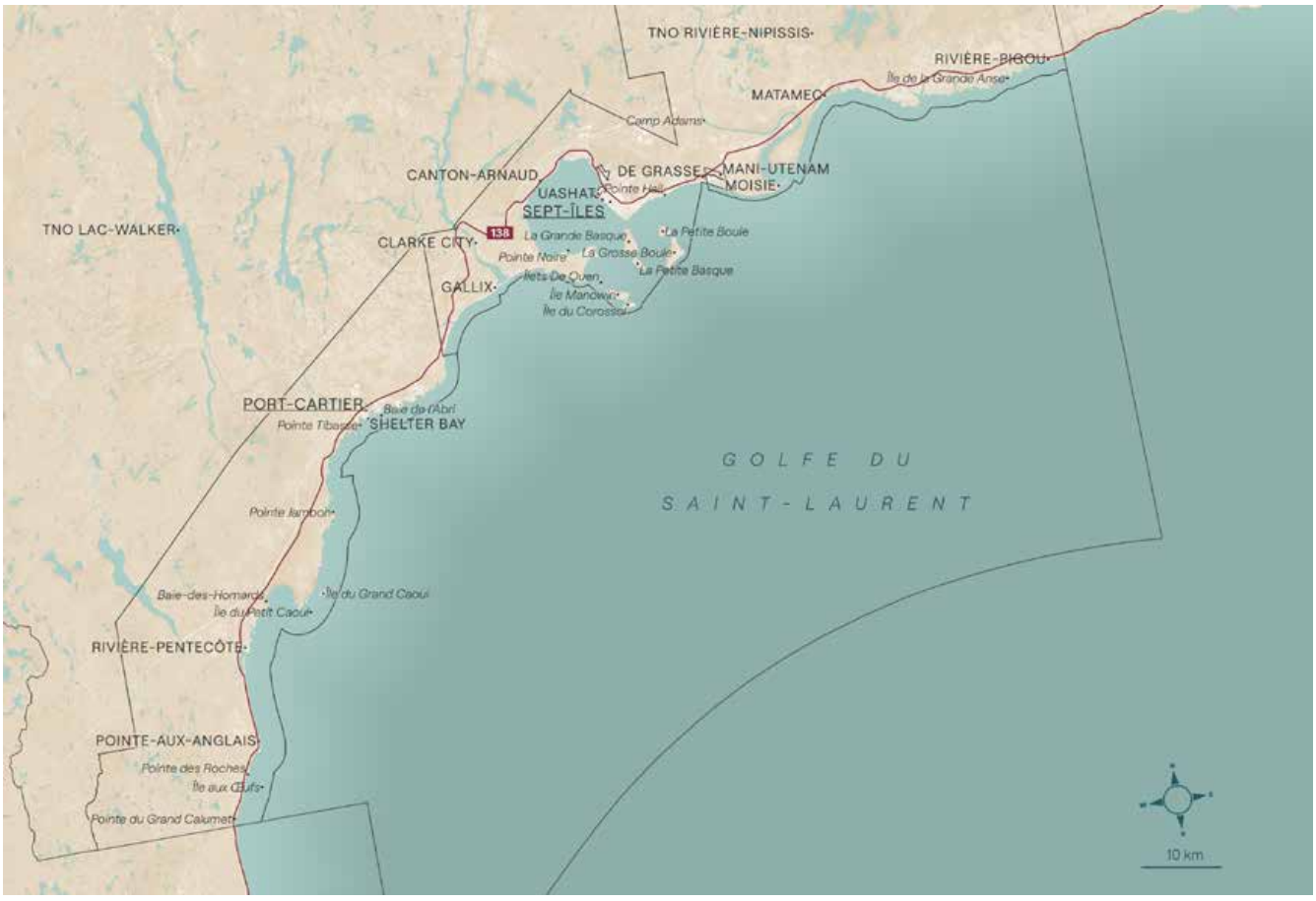
2003 : Fusion municipales, toutes les municipalités à l'ouest de la côte Jambon font partie de la Ville de Port-Cartier (Pointe-aux-Anglais, Rivière-Pentecôte, Port-Cartier), les municipalités à l'est de cette côte font partie de la ville de Sept-Îles (Gallix, Sept-Îles, Moisie).



La plage à Shelter Bay en 1967
P7,D13,P19, Fonds Gérard-Lefrançois, BAnQ Sept-Îles.

Pour comprendre l'évolution du patrimoine bâti nord-côtier, il convient de s'intéresser aux origines historiques des premières localités fondées dans la MRC de Sept-Rivières. À l'image de la synthèse historique régionale, ce texte privilégie l'étude des secteurs qui conservent encore aujourd'hui un patrimoine bâti antérieur à 1940. Des images de bâtiments patrimoniaux viennent appuyer le récit historique de chaque village ou hameau présenté.

Carte des localités et toponymes de la MRC de Sept-Rivières
Commission de la toponymie du Québec, modifiée par Enclume, 2025.



Pointe-aux-Anglais

Origine du toponyme

L'identité de Pointe-aux-Anglais est indissociable du naufrage de la flotte de l'amiral britannique Hovenden Walker, survenu dans la nuit du 22 août 1711. Alors qu'elle tentait d'envahir Québec, une partie de l'armada s'écrase sur les récifs de l'Île-aux-Œufs, située juste en face de la pointe actuelle. Ce désastre, qui a coûté la vie à environ 2 000 hommes et à quelques femmes, est à l'origine du toponyme Pointe-aux-Anglais[1].

Les pionniers et l'apport acadien

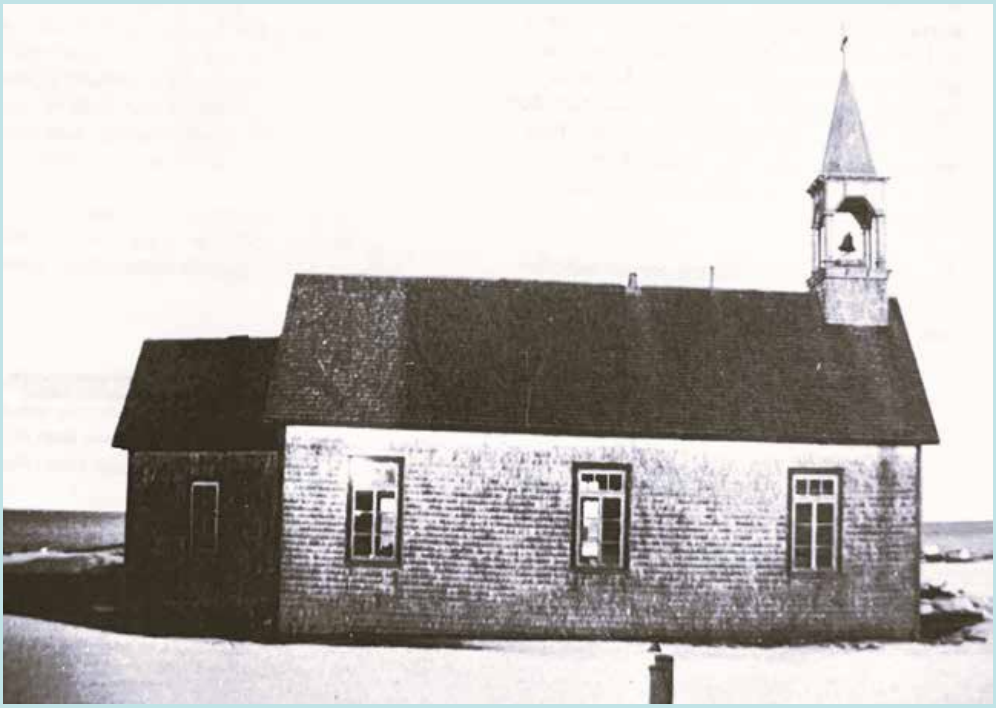
Le peuplement permanent du site débute vers 1871 avec l'arrivée de Louis Langlois, originaire de la Gaspésie[2]. Le développement du village est initialement très lent : en 1882, on n'y compte que six familles. Un tournant décisif survient en 1886 lorsque Pierre Poulin quitte l'île d'Anticosti avec huit familles acadiennes pour s'établir à la Pointe. Malgré la pauvreté des débuts, ce renfort et une forte natalité portent la population à 115 habitants dès 1894[3]. En 1886, la communauté érige sa première église, un bâtiment qui marquera le paysage jusqu'à sa démolition vers 1960.

Une économie de subsistance liée à la côte

Contrairement aux villages voisins dont l'essor est dicté par les grandes compagnies forestières, l'économie de Pointe-aux-Anglais demeure traditionnelle. Elle repose sur la pêche, pratiquée sur la longue batture sablonneuse du littoral, l'agriculture de subsistance et les petits commerces locaux. Sa croissance démographique restera toutefois intimement liée à celle de Rivière-Pentecôte, qui attire une partie de la main-d'œuvre locale[4].

1 Commission de toponymie du Québec, « Pointe-aux-Anglais », consultée le 10 janvier 2026, https://toponymie.gouv.qc.ca/ct/ToposWeb/Fiche.aspx?no_seq=1453.
2 Danielle Castonguay et al., *La vie de nos ancêtres à Rivière-Pentecôte, Baie-des-Homards, Pointe-aux-Anglais* (Québec : Le comité socio-culturel de Rivière-Pentecôte, 1981).
3 Castonguay, *La vie de nos ancêtres.*
4 Castonguay.

Patrimoine immobilier disparu



← Ancienne église de Pointe-aux-Anglais, construite en 1886 et démolie dans les années 1960

Comité socio-culturel de Rivière-Pentecôte, *La vie de nos ancêtres*, 38.

↓ Quai de Pointe-aux-Anglais, date inconnue

Comité socio-culturel de Rivière-Pentecôte, *La vie de nos ancêtres*, 44.



Patrimoine bâti toujours en place



→ Le 2055, rue Monseigneur-Labrie, accueillait autrefois une école et a depuis été converti en résidence
Enclume, 2025.

↓ La plus ancienne maison de la MRC de Sept-Rivière, construite en 1882, qui accueille aujourd'hui le musée Louis-Langlois à Pointe-aux-Anglais
Enclume, 2025.



Rivière-Pentecôte

Genèse du « village de compagnie »

Le nom de Rivière-Pentecôte trouve son origine dans une escale de Jacques Cartier qui, lors de son expédition de 1535, choisit ce nom pour baptiser le cours d'eau où sa flotte avait jeté l'ancre le jour de la Pentecôte. Bien que le lieu ait été longtemps fréquenté par les populations autochtones, notamment les familles Naskapie et Thernish, la colonisation permanente par les Eurocanadiens ne débute véritablement qu'en 1860 avec l'arrivée d'Alexandre Desrosiers[5]. La vocation du village se dessine toutefois en 1883, lorsque les frères Gagnon y établissent une scierie à l'embouchure de la rivière. Cette industrie naissante transforme le site en un pôle pour les travailleurs de la région, attirés par des salaires alors jugés intéressants[6].

À l'aube du 20e siècle, le village vit au rythme des concessions forestières. Les frères Gagnon cèdent leurs droits d'exploitation en 1903 à la Sherbrooke Lumber Co., amorçant une ère de grandes manœuvres industrielles incluant le dragage du chenal et la construction d'un quai d'envergure. En 1907, la St. Maurice Lumber (qui deviendra la Canadian International Paper ou C.I.P. en 1925) prend le contrôle du territoire, instaurant un modèle de « village de compagnie » où l'entreprise possède presque tout : des habitations au magasin général, en passant par l'hôtel. Cette domination marque également la géographie sociale du lieu, où les cadres résident sur la terrasse supérieure boisée tandis que les ouvriers occupent les terrasses inférieures près du quai[7].

Dépendance forestière et instabilité économique

Malgré cette effervescence, Rivière-Pentecôte subit les contrecoups brutaux des crises du bois. La population fluctue de manière spectaculaire, passant d'une centaine de familles lors des périodes fastes à seulement une quarantaine durant les suspensions de coupe, comme entre 1912 et 1920[8]. L'agriculture restant marginale, avec seulement une dizaine de pratiquants en 1924, les habitants sont totalement dépendants de la forêt. Après une fermeture prolongée débutant en 1928, le travail reprend à petite échelle en 1937, mais le village ne retrouvera jamais sa gloire passée, le bois étant désormais acheminé vers les usines de Trois-Rivières[9].

En marge de l'activité forestière, la communauté s'organise sur les plans social et spirituel. La mission de Saint-Patrice, établie dès 1875, devient le cœur d'un vaste territoire desservi par les Eudistes à partir de 1903. Le culte de sainte Anne y prend une importance capitale, attirant chaque année des pèlerins de toute la Côte pour des célébrations mêlant processions aux flambeaux

5 Castonguay, *La vie de nos ancêtres.*
6 Castonguay.
7 Pierre Frenette, « Le développement industriel » dans *Histoire de la Côte-Nord*, dir. Pierre Frenette (Québec : Presses de l'Université Laval, 1996), 359-388.
8 Castonguay.
9 Castonguay.

et parades de chaloupes[10]. Sur le plan scolaire, l'abbé Alphonse Benoît Côté parvient à ériger une municipalité scolaire en 1887, permettant l'ouverture d'écoles qui seront tour à tour dirigées par des institutrices laïques et les Sœurs de Kermaria d'origine bretonne.

L'ensablement du chenal et la fin de l'ère industrielle

Le déclin définitif s'amorce dans les années 1970. Une tentative inopportune de la compagnie de détourner le cours de la rivière près d'une chute entraîne l'ensablement du chenal, rendant l'accès au quai presque impossible pour les grands navires[11]. Malgré l'octroi de fonds fédéraux pour le dragage en 1971, le sort du village est jeté. Le 20 octobre 1975, le ministère des Terres et Forêts retire le permis d'exploitation à la C.I.P.

Du passé industriel discret de Rivière-Pentecôte, il ne reste plus que rares traces. Quelques immeubles de grande taille, construits par la compagnie, marquent toujours le paysage au sommet de la terrasse. Aux abords de la rivière, il ne reste plus que les ruines du bâtiment en pierre construit comme salle de bouilloir (*boilers*) par les frères Gagnon en 1888 et par la suite utilisé comme garage de machinerie par la C.I.P. L'église, le presbytère et la chapelle Sainte-Anne forment un petit ensemble laissé intact, juché au sommet du cap, qui offre des vues exceptionnelles sur la rivière et le golfe du Saint-Laurent.

10 Castonguay.
11 Castonguay.

Patrimoine bâti disparu

↓ Bâtiment en pierre construit comme salle de bouilloir (boilers) par les frères Gagnon en 1888 et par la suite utilisé comme garage de machinerie par la C.I.P. Il ne reste aujourd'hui que les ruines des murs de maçonnerie.
Castonguay, *La vie de nos ancêtres*, 19.



→ Premier village de Pentecôte situé sur la pointe de sable parallèle au Saint-Laurent, vue des années 1920. Sur la pointe, la maison des frères Gagnon dont il ne reste aucune trace.
J. E. Chabot. P61,S1,P137, Fonds Joseph-Émile Chabot, BAnQ Sept-Îles.







↑ Vue de Pentecôte des années 1920. Les bâtiments de la terrasse inférieure ont tous été démolis.
J. E. Chabot. P61,S1,P1, Fonds Joseph-Émile Chabot, BAnQ Sept-Îles.

← Vue de pied de la terrasse en 1953. Tous les bâtiments qui s'y trouvaient ont aujourd'hui disparu.
René Robitaille, *Projet C & D rivière Pentecôte*. E6,S7,SS1,D2,P97417, Fonds Ministère de la Culture et des Communications, Office du film du Québec, BAnQ..

Patrimoine bâti toujours en place



← L'arbordiduc a été démantelé, mais l'église, le presbytère et la chapelle Sainte-Anne (à droite complètement) trônent toujours au sommet du cap, comme c'était le cas sur cette photo datant des années 1920.

J. E. Chabot, *Canalisation sur chevalet en bois pour le transport du bois à Pentecôte.* P428,S3,SS1,D29,P7, Fonds de l'Action Catholique, BAnQ.

→ Vues de l'église, du presbytère et de la chapelle Sainte-Anne en 2025

Enclume, 2025.







← L'ancien hôtel de la Compagnie accueille aujourd'hui l'Auberge du Nord-Côtier
Enclume, 2025.



← Vue sur le bas et le haut de la terrasse. On constate que quelques bâtiments se trouvent toujours à mi-hauteur, dont une résidence ayant été construite pour les cadres de la Compagnie (cachée par les arbres). Au sommet, on aperçoit le toit rouge de l'ancien hôtel.
Enclume, 2025.



→ Vue du village de Rivière-Pentecôte en 1961. Plusieurs édifices qui se trouvent sur les rues situées au sommet du coteau sont encore présents aujourd'hui. Ceux situés au pied du coteau ont été détruits ou démolis.
P7, D14,P2, Fonds Gérard-Lefrançois, BAnQ Sept-Îles.

Shelter Bay

Les racines et l'exploration du territoire

Avant l'avènement de l'exploitation forestière à Shelter Bay, le secteur de la Rivière-aux-Rochers était le domaine des familles innues Saint-Onge et Volant. En langue innue, ce lieu était connu sous le nom de Massek Kupitaken (« le portage des mousses »), un territoire sauvage où les rapides du Chien-Blanc et la chute des Noyés imposaient de longs portages aux canoteurs[12]. En 1890, l'arpenteur Gédéon Gagnon remet un rapport au gouvernement : il y décrit une forêt de bois résineux d'une qualité exceptionnelle, riche en fibre ligneuse, et imagine un potentiel hydroélectrique majeur dans les lacs et rivières environnants, notamment la rivière aux Rochers et ses tributaires[13].

Ce n'est qu'en 1915 que ce secteur forestier attire l'attention de Robert McCormick, propriétaire du journal Chicago Tribune et de la Ontario Paper Company[14]. À la recherche de matière première pour alimenter son usine de Thorold, en Ontario, McCormick explore la côte avec ses ingénieurs. Certains affirment que c'est en trouvant refuge dans cette baie que McCormick a réellement découvert le potentiel forestier exceptionnel de la région. En effet, il se serait égaré dans une violente tempête de neige lors d'une exploration et aurait trouvé refuge dans la modeste cabane de l'Innu Ti-Basse Saint-Onge et de sa famille, d'où le toponyme de « Shelter Bay » que McCormick donnera à la ville qu'il fera construire à proximité[15].

Bien que la Première Guerre mondiale retarde les projets de McCormick, la compagnie fait l'acquisition de la concession de la Rivière-aux-Rochers en 1916.

L'industrie du bois et la naissance d'une ville de compagnie

C'est à l'automne 1919, sous la direction du gérant Arthur A. Schmon, que le coup d'envoi du projet industriel et urbain de Shelter Bay est donné. L'activité principale repose sur l'exploitation du bois à pâte. L'usine (le « moulin ») se situe au bas des derniers rapides de la rivière, là où l'eau permet à la fois de faire descendre le bois et de générer une force hydraulique. Le bois est acheminé par le biais d'arboriducs (aussi appelés dalle ou flume), dont l'un sert également de passage piétonnier reliant le moulin au quai.

Contrairement à Baie-Comeau, qu'une filiale de l'Ontario Paper Company fera construire quelques années plus tard, Shelter Bay se développe hors du cadre urbanistique et architectural rigide qui caractérise certaines cités industrielles de l'époque. Le développement urbain de Shelter Bay se fait plutôt par étapes.

12 Ludger Champagne, *Shelter Bay de 1915 à 1959* (Québec, 2006).
13 Champagne, *Shelter Bay*.
14 Aussi connue comme la compagnie Quebec North Shore (QNS), filiale créée dans les années 1930 pour mener le projet de Baie-Comeau, et plus tard sous l'appellation Quebec and Ontario Paper Company (QUNO).
15 Suzanne Trudel et Roch Legault, *Historique de la ville de Port-Cartier* (Montréal : Éditions du Méridien, 1991).

Les travailleurs logent d'abord dans des camps de bois rond sur la rue des Pins avant que la compagnie ne mette sur pied un plan de financement permettant aux ouvriers de construire leur propre maison avec le bois qu'elle fournit[16]. L'Ontario Paper Company instaure en effet un programme de financement permettant aux employés de bâtir leur propre maison sur des terrains appartenant à la compagnie. Pour bâtir le village de Shelter Bay, la compagnie a recours à des travailleurs souvent d'origine acadienne ou jersiaise, venus de la Gaspésie ou des Îles-de-la-Madeleine[17].

Ce modèle de « ville de compagnie » assurait ainsi aux résidents un confort moderne pour l'époque, tout en maintenant le contrôle foncier entre les mains de l'employeur[18].

La vie quotidienne et les services

Shelter Bay se distingue par une certaine modernité par rapport au reste de la Côte-Nord. Dès le début des années 1920, l'électricité est installée grâce à un barrage sur la rivière aux Rochers, bien avant que Sept-Îles ne dispose d'une telle commodité[19]. En 1926, un réseau d'aqueduc est implanté, et en 1928, un hôpital fonctionnel ouvre ses portes, principalement pour soigner les accidentés de la forêt.

La vie sociale est rythmée par l'église-école Sacré-Cœur, inaugurée en 1924 et agrandie en 1928, et par le magasin général qui sert de plaque tournante pour l'approvisionnement. Dans ce village où « l'air qu'on respirait était celui de la compagnie », le numéraire est rare, souvent remplacé par un système de coupons[20]. Les distractions sont limitées, mais l'arrivée de la radio et les soirées d'accordéon dans les chantiers maintiennent le moral des troupes durant les longs hivers d'isolement.

Comparativement à Clarke City, qui donne plus un « effet de ville», Shelter Bay conserve l'apparence d'un « centre de ravitaillement, […] un lieu de transit, un lieu d'ouvriers allant au chantier, à la drave ou en revenant, un lieu où le bois, après être descendu de l'arrière-pays, est expédié vers des usines de l'extérieur »[21].

La transition vers Port-Cartier

À la fin des années 1950, le visage de Shelter Bay change radicalement avec la découverte des gisements de fer. En 1957, la Quebec Cartier Mining s'installe et construit un nouveau quartier moderne sur la rive est de la rivière aux Rochers, créant un contraste avec le village forestier de Shelter Bay. En 1959, les deux entités fusionnent officiellement pour former Port-Cartier.

16 Frenette, *Histoire de la Côte-Nord*.
17 Champagne, *Shelter Bay*.
18 Champagne, *Shelter Bay*.
19 Trudel et Legault, *Historique de la ville de Port-Cartier*.
20 Trudel et Legault, *Historique de la ville de Port-Cartier*.
21 Propos du géographe Raoul Blanchard, 1932, tiré de Frenette, *Histoire de la Côte-Nord*, 383.

L’arrêt des opérations de l’Ontario Paper en 1962 sonne le glas de l’époque forestière. Shelter Bay est peu à peu délaissée au profit du nouveau pôle minier. À partir de la fin des années 1970, Port-Cartier entre dans une période de forte instabilité marquée par la fermeture de l’usine Rayonier en 1979 et les contrecoups de la crise du fer qui frappe toute la région. Malgré une tentative de relance par les frères Lemaire dans les années 1980, l’économie locale subit un nouveau choc avec une seconde fermeture d'usine en 1991, entraînant une chute de la population qui passe de 8 100 à 7 400 habitants[22].

Malgré les crises passées, plusieurs projets majeurs permettent à Port-Cartier de résister au déclin économique. Le maintien des activités minières de Québec Cartier, l’implantation d’un pénitencier fédéral et la relance de l’usine de pâte par Cascades en 1988, combinés au projet d’aluminerie à Sept-Îles, stabilisent l’économie locale[23]. L’héritage de Shelter Bay survit à travers les institutions et les familles qui ont façonné cette ville, laquelle compte parmi les premiers centres urbains de la région.

22 Pierre Frenette, « Une société en voie d’urbanisation », dans *Histoire de la Côte-Nord*, 497.
23 Trudel et Legault, *Historique de la ville de Port-Cartier*.

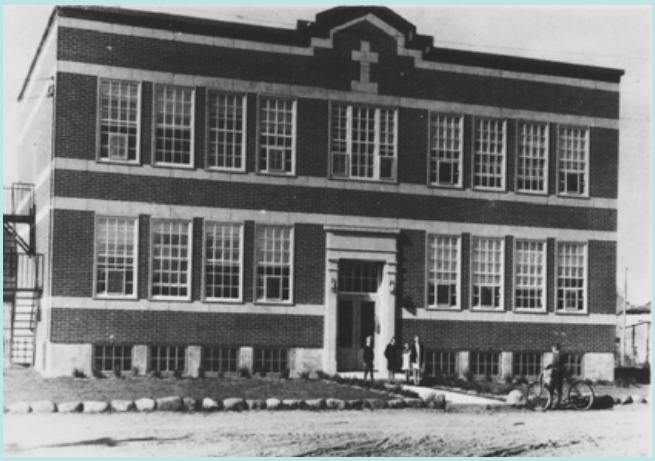
Patrimoine bâti disparu



← Vue sur les vestiges industriels et les piliers de l'arboriduc reliant l'île Paterson à l'île du Quai.
Enclume, 2025.

↓ L'école Sacré-Cœur, construite en 1942, se trouve sur le même site que la première école construite par les Soeurs de la Charité en 1925. L'édifice Sacré-Coeur a été démoli en 2024.
0002639574, BAnQ.





↑ Certains piliers de l'arboriduc sont toujours visibles, mais les installations industrielles associées à Shelter Bay ont entièrement été démolies.
R. Bellefeuille, *Dalle sèche servant à transporter le bois inutilisable aux empilements de déchets au moulin de Shelter Bay.* E6,S7,SS1,D2,P67902, Fonds Ministère de la Culture et des Communications, BAnQ.

→ Aperçu de la scierie dans les années 1920. Il ne reste à peu près aucune trace des installations industrielles de Shelter Bay.
J. E. Chabot. P61,S1,P89, Fonds Joseph-Émile Chabot, BAnQ Sept-Îles.



Patrimoine bâti toujours en place



← Le secteur de Port-Cartier qui correspond à l'ancien Shelter Bay accueille encore aujourd'hui près d'une centaine d'édifices datant de l'époque de la compagnie.
Enclume, 2025.



→ Vue de ce qui correspondait autrefois à Shelter Bay, en 1967. La plupart des maisons sont toujours en place aujourd'hui.
P7,D13,P19, Fonds Gérard-Lefrançois. BAnQ Sept-Îles.



← Vue générale de Shelter Bay après 1942, avec la rue Plante en avant-plan. La plupart des résidences sont toujours en place.
0002639729, BAnQ.



→ L'ancien couvent et hôpital aujourd'hui l'hôtel de ville de Port-Cartier. En arrière-plan, on aperçoit l'église Sacré-Cœur, construite en 1940.
Enclume, 2025.



→ Ayant servi à plusieurs usages au fil du temps, ce bâtiment accueille en 1950 le couvent des Soeurs de la Charité et l'hôpital de la Compagnie.
P19,S1,SS1,P842, Fonds de la Société historique de Havre Saint-Pierre inc., BAnQ Sept-Îles.

↓ Vue aérienne du secteur de Shelter Bay en 1960.
P7,D13,P18, Fonds Gérard-Lefrançois, BAnQ Sept-Îles.



Gallix

Le hameau de la famille Thériault

Au milieu du 19e siècle, alors que la Compagnie de la Baie d'Hudson perd ses privilèges exclusifs sur la Côte-Nord, Adolphe Thériault, originaire de Trois-Pistoles, et son compagnon Joseph Poitras, originaire de Québec, explorent la région en quête de lieux propices à la subsistance. Ils découvrent la baie Sainte-Marguerite, un site offrant des bancs de morue généreux et une rivière riche en saumons. Après avoir construit un premier abri à l'embouchure de la rivière, du côté est, Adolphe s'y installe définitivement en mai 1864 avec son épouse Justine. La famille déménage plus tard du côté ouest de la rivière, en raison de la montée des eaux qui menace leur établissement.

Pendant près de quarante ans, le lieu demeure un hameau strictement familial. Les Thériault y mènent une vie rythmée par les saisons, entretenant des liens d'amitié étroits avec les familles innues qui les guident dans l'apprentissage du territoire. La survie repose sur un commerce régulier avec Québec, où ils écoulent leurs cargaisons de fourrures et de poissons en échange de provisions[24].

Malgré l'isolement, la vie s'organise avec une rigueur presque seigneuriale sous l'influence d'Adolphe, décrit comme un homme fier, instruit et accueillant. Chaque membre de la famille joue un rôle crucial : Adolphe gère le télégraphe et préside les offices religieux en l'absence de prêtre ; son fils Louis s'occupe du courrier ; et son fils Alphonse ouvre la première épicerie. Le rôle des femmes est tout aussi vital, notamment celui de madame Thériault qui fait office de médecin et de sage-femme pour la communauté, tout en confectionnant des vêtements en peau de caribou.

En 1905, la piété de la famille se concrétise par la construction d'une petite église, offerte à l'évêque pour obtenir la nomination d'un curé permanent, le père Arthur Divet. Ce geste marque la transition du statut de domaine privé à celui de véritable noyau villageois[25].

L'essor industriel et le changement d'identité

Au tournant du 20e siècle, la fondation de Clarke City par la Gulf Pulp and Paper bouleverse l'équilibre local. L'implantation d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite et d'une usine de pâte à papier attire une nouvelle main-d'œuvre. Comme les ouvriers ne peuvent être propriétaires à Clarke City, beaucoup choisissent de s'établir à Sainte-Marguerite. L'arrivée des « étrangers » (les familles Bourgeois, Boudreault, Cyr, etc.) transforme le hameau en un village doté d'une école et de commerces. En outre, la

24 Louis-Ange Santerre, « L'histoire de Gallix », *Revue d'histoire de La Côte-Nord,* nº16 (1992) : 37-46.
25 Santerre, « L'histoire de Gallix ».

construction du barrage sur la rivière Saint-Marguerite cause la fin de la pêche au saumon à cet endroit[26].

En 1932, un changement administratif survient : pour éviter la confusion avec d'autres localités nommées Sainte-Marguerite, le bureau de poste est baptisé Gallix, en l'honneur du père Joseph Gallix, alors curé du village. L'isolement du village est définitivement rompu en 1947 avec l'ouverture d'une route le reliant à la route principale, mettant ainsi fin à l'ère des déplacements en traîneaux à chiens ou en chaloupe.

Épreuves naturelles et relocalisations

Le destin de Gallix est intimement lié aux caprices de la nature. Déjà en 1894, la menace constante de l'érosion avait forcé Adolphe Thériault et son fils Pierre à abandonner la pointe est pour traverser la rivière avec tous leurs biens et reconstruire leurs maisons sur la pointe de l'ouest, un secteur jugé alors plus sécuritaire. En 1965, de grandes marées emportent une partie de la plage, forçant le gouvernement à relocaliser certaines habitations vers l'ouest en 1966. Ce déménagement, en plus du grand incendie de 1955 qui avait déjà détruit l'église et la forêt environnante, efface physiquement les traces du hameau des débuts[27].

Néanmoins, le village se réinvente. Après la fermeture de l'usine de Clarke City en 1967, Gallix mise sur sa beauté naturelle. Le territoire s'étend le long de la mer pour devenir un lieu de villégiature prisé, accueillant des chalets, un centre de ski et une importante bleuetière. Cette longue évolution trouve son aboutissement politique le 21 janvier 1979 avec l'incorporation officielle de la municipalité, sous le nom de Gallix.

26 Santerre.
27 Santerre.

Patrimoine bâti disparu

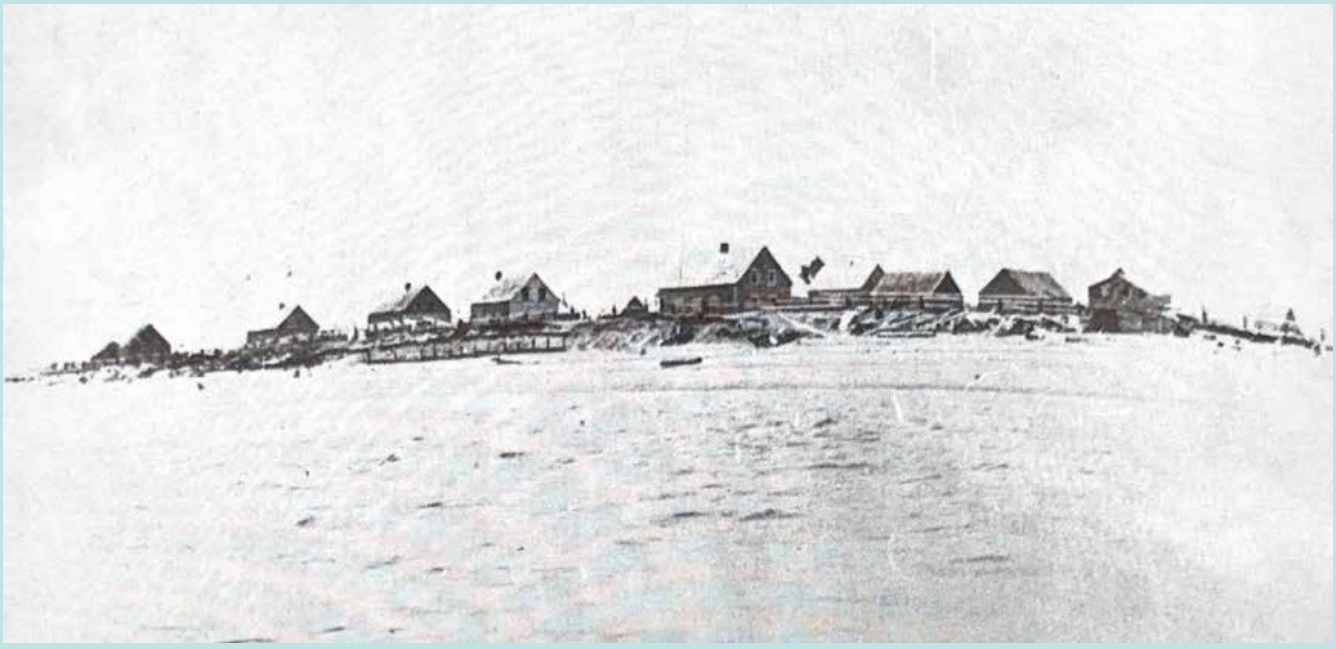


↑ Première église de Sainte-Marguerite, construite en 1905 et détruite par le feu en 1955, et pont sur la Petite rivière Sainte-Marguerite.
P6,S3,D4,P761, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.

↓ Vue du village en 1921. La plupart des immeubles datant d'avant 1940 ont été démolis ou déplacés.
Collection Municipalité de Gallix, tiré de Santerre, « L'histoire de Gallix »,44..

↓ Les traces bâties les plus anciennes du hameau ont soit été emportées par les eaux, incendiées ou déménagées en raison de l'érosion côtière. Sur la photo, on remarque l'absence de front bâti sur le côté de la rue Thériault qui longe le golfe.
Enclume, 2025.





Patrimoine bâti toujours en place



← Seconde école du village, construite quelques années après l'incendie de la première école, en 1912.
Collection Municipalité de Gallix, tiré de Santerre, « L'histoire de Gallix »,44..



→ L'ancienne école de Gallix a été convertie en résidence.
Enclume, 2025.

Clarke City

La recherche du lieu

L'histoire de Clarke City prend racine à la fin du 19e siècle, portée par l'ambition de quatre frères résidant à New York et à Toronto : William, James, John et George Clarke. Possédant les droits de l'Encyclopédie Britannica et du Century Dictionary, ils font face à une pénurie de papier qui menace leurs activités. En 1898, lors d'une expédition de pêche sur la Côte-Nord, ils découvrent le potentiel exceptionnel de la rivière Sainte-Marguerite. Séduits par la force hydraulique des chutes et l'immensité des forêts environnantes, ils imaginent un complexe industriel capable d'alimenter leurs presses en pâte à papier.

La fondation d'un empire industriel

Le projet se concrétise en 1901 avec l'achat des droits hydroélectriques et de vastes concessions forestières pour 15 000 dollars, assorti d'une obligation d'investir massivement dans la région[28]. L'année suivante, les Clarke fondent la North Shore Power, Railway & Navigation Co. Entre 1903 et 1908, ils érigent un véritable empire industriel en pleine nature sauvage : un barrage de 15 m, une centrale électrique ainsi qu'une usine de production de pâte. Pour acheminer la production vers les marchés internationaux, ils construisent le premier chemin de fer de la région, reliant l'usine au quai de chargement de Pointe-Noire, dans la baie de Sept-Îles, sur une distance de 12 km.

Une métropole moderne en terre sauvage

La naissance de Clarke City transforme radicalement le paysage social de la Côte-Nord. La ville, située à proximité des campements des Innus (le portage Misseku Kapitâkan), devient l'une des localités les plus modernes du Québec avec ses systèmes d'aqueduc, d'égout et son réseau électrique[29]. Si la direction demeure anglophone, la main-d'œuvre est principalement canadienne-française. De nombreuses familles de Sept-Îles et des centaines de « Madeleiners » — des ouvriers saisonniers venus des Îles-de-la-Madeleine pour fuir la crise des pêcheries — s'y installent[30].

En 1914, l'entreprise prend le nom de Gulf Pulp and Paper Company. Bien que vendue à des intérêts britanniques dans les années 1920, la famille Clarke conserve la gestion du site. La relève est assurée par la seconde génération, notamment Desmond Clarke, qui fonde en 1921 la Clarke Steamship. Ses navires, dont les cheminées à quatre bandes blanches rendent hommage aux quatre frères fondateurs, deviennent le cordon ombilical de la Côte-Nord, assurant le ravitaillement et le transport des passagers[31].

28 Pierre Frenette, « Le développement industriel », dans *Histoire de la Côte-Nord*, 363.
29 Isabel Calderon, *Histoire de Clarke City* (Comité culturel et du centième de Clarke City, 1998).
30 Jean-Pierre Bélanger, « Les Clarke et la compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent. 1921-1970 : Perspectives interrégionales », *Revue d'histoire du Bas Saint-Laurent* 14 nº1 (1990) : 3-10.
31 Bélanger, « Les Clarke et la compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent ».

Déclin industriel et fin d'une époque

Malgré une modernisation des installations hydroélectriques et la construction d'une nouvelle usine en 1963 sous l'égide des compagnies Reed et Iron Ore (IOC), le secteur forestier s'essouffle. Confrontée à des crises économiques successives qui frappent l'ensemble de l'industrie des pâtes et papiers au Québec, la Gulf Pulp and Paper cesse ses activités. En 1967, la fermeture définitive de l'usine sonne le glas de l'aventure industrielle des Clarke, laissant derrière elle l'héritage d'une ville pionnière qui a ouvert la voie au développement moderne de Sept-Îles.

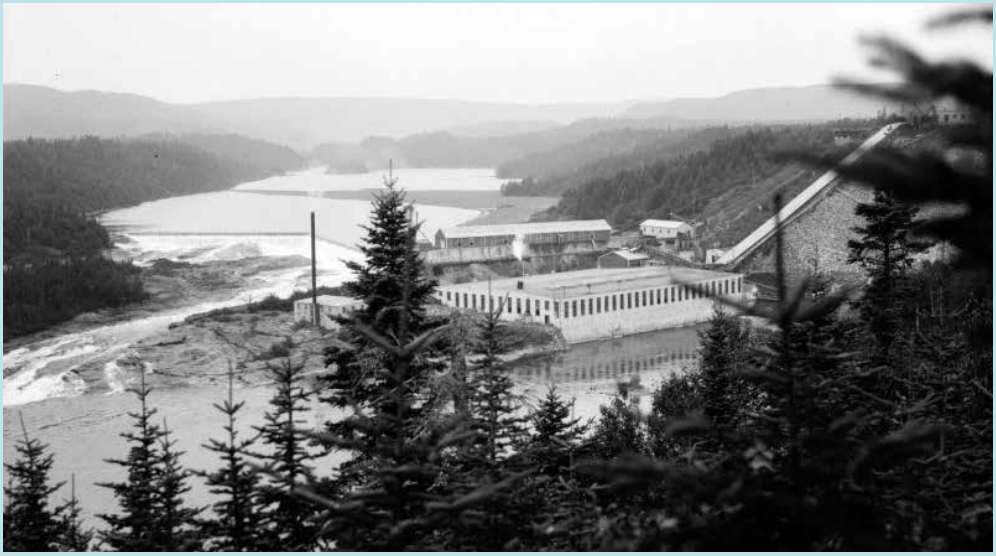
Soucieuse d'éviter les frais d'assurance liés aux bâtiments vacants, la Gulf Pulp and Paper procède alors à la démolition de l'hôtel, du Club, du magasin général et du bureau administratif (aussi appelé l'office). Si l'entrepôt échappe au pic des démolisseurs pour devenir, durant les années 1970, le centre des loisirs de la communauté, il sera toutefois démoli quelques années plus tard. De même, alors que le médecin quitte l'hôpital dès 1968, une infirmière y assure une garde jusqu'en 1976, avant que le bâtiment ne soit finalement rasé en 1992. La Gulf Pulp and Paper Company vend à bas prix les maisons aux anciens employés qui les occupent. La compagnie est forcée de maintenir les services municipaux jusqu'à l'annexion de Clarke City à la Ville de Sept-Îles en 1970[32].

32 Calderon, *Histoire de Clarke City*.

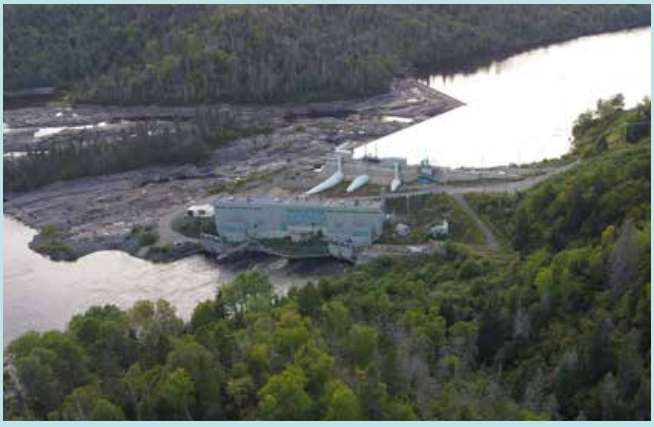
Patrimoine bâti disparu



← La première église est la proie des flammes en 1933. L'église Saint-Cœur-de-Jésus, qui se trouve aujourd'hui dans le secteur de Clarke City, est construite quelques mois après l'incendie.
P6,S3,D4,P616, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.



← Installations industrielles en 1946, soit à l'époque de la Gulf Pulp and Paper Company.
E. L. Désilets. E6,S7,SS1,D2,P33468, Fonds Ministère de la Culture et des Communications, Office du film du Québec, BAnQ.



→ L'usine et les installations industrielles liées à la Gulf Pulp and Paper Company ont été démolies ou sont aujourd'hui à l'état de ruines. Toutefois, le barrage Sainte-Marguerite, construit au début du siècle, est toujours en place.
Enclume, 2025.



← Ancien hôtel et résidence du personnel en 1910. Le sous-sol abritait également la prison. L'hôtel a été démoli lors du départ de la compagnie.
0005346301, BAnQ.



→ Magasin général de la compagnie, aujourd'hui démoli.
P7,D3,P15, Fonds Gérard-Lefrançois, BanQ Sept-Îles.



← Hôpital de Clarke City en 1950, servant aussi de couvent pour les Petites Franciscaines de Marie, démoli dans les années 1990.
P20,S4,P45, Comité des citoyens de Clarke City, BAnQ Sept-Îles.

Patrimoine bâti toujours en place



← ↓ Les maison de la rue Madeleine en 1946 et en 2025

E. L. Désilets, *Les usines à Clarke City*. E6,S7,SS1,D2,P33469, Fonds Ministère de la Culture et des Communications, Office du film du Québec, BAnQ ; Enclume, 2025.







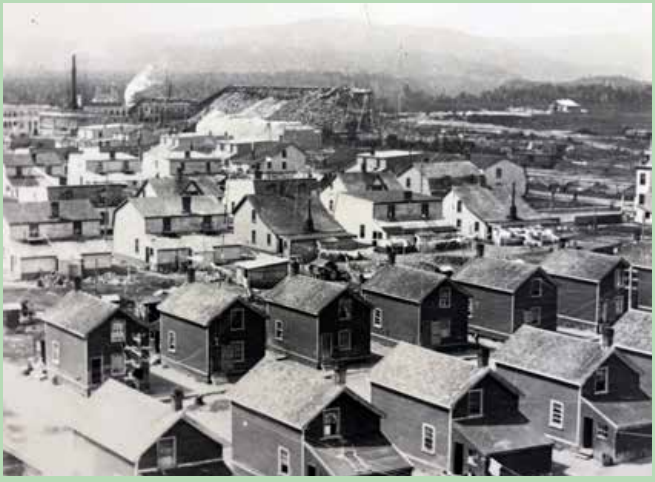
↖ ↑ La rue du Moulin dans les années 1960 et en 2025

P7,D3,P25, Fonds Gérard-Lefrançois, BanQ Sept-Îles; Enclume, 2025.

↓ ↘ Clarke City en 1935 et en 2025

P20,S4,P32, Comité des citoyens de Clarke City, BAnQ Sept-Îles; Enclume, 2025.

Les installations industrielles ont disparues; la locomotive de la Gulf Pulp and Paper Company est conservée au Centre d'interprétation





Sept-Îles

L'époque des postes de traite

Pendant le Régime français, le développement de Sept-Îles est strictement encadré par des compagnies détenant des droits exclusifs sur les ressources. Ce territoire, situé à la limite est de la traite de Tadoussac, fait partie du Domaine du roi, une désignation qui interdit toute colonisation libre afin de protéger les monopoles commerciaux. Vers 1670, les premiers commerçants s'installent dans la baie de Sept-Îles, et un poste est érigé sur la rivière Moisie en 1684[33]. À cette époque, l'occupation reste modeste et souvent saisonnière, bien que l'ajout progressif de bâtiments de service témoigne d'un enracinement graduel[34].

Le passage au Régime britannique après la Conquête n'interrompt pas cette dynamique commerciale, mais l'intensifie sous le régime des King's Posts (postes du Roi). Malgré sa destruction en 1759 durant la guerre de Sept Ans, le poste de Sept-Îles est reconstruit et diversifie ses activités : à la traite des fourrures s'ajoutent l'exploitation de l'huile de loup marin et de la pêche commerciale au saumon, particulièrement lucrative à Moisie. À la fin du 18e siècle, Sept-Îles devient un établissement habité à l'année, doté d'infrastructures permanentes comme une boulangerie, une tonnellerie et des hangars et une cave pour les huiles[35].

Le déclin du monopole et l'ouverture au peuplement

Le 19e siècle est marqué par la domination de la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui obtient un monopole total après sa fusion avec la Compagnie du Nord-Ouest en 1820. Cependant, cette mainmise sur le territoire finit par s'effriter sous la pression de l'opinion publique et des intérêts forestiers[36]. En 1842, le retrait de la clause interdisant le peuplement marque un tournant historique, rendant la colonisation légale pour la première fois. Avec l'abolition des King's Posts et la perte des monopoles de pêche en 1859, le territoire s'ouvre enfin à la libre concurrence et au développement démographique moderne, mettant fin aux siècles de contrôle exclusif par les grandes compagnies[37].

33 Société historique du Golfe, *Les familles pionnières de Sept-Îles, 1860-1910 : fondation d'un village tourné vers la mer* (2009).
34 Pierre Dufour, « De la Traite de Tadoussac aux King's Post : 1650-1830 » dans *Histoire de la Côte-Nord*, 207.
35 Inventaire d'Edward Harrisson pour le compte du lieutenant-gouverneur, 1786 tiré de Dufour, « De la Traite de Tadoussac aux King's Post : 1650-1830 », 215.
36 Jacques Frenette, « L'original de la pétition montagnaise du 8 avril 1847 : un document inédit », *Recherches amérindiennes au Québec* 43, nº2-3 (2013) : 77–91.
37 Paul Charest, *Des tentes aux maisons. La sédentarisation des Innus* (Québec : Éditions GID, 2020).

Du poste de traite au village

À partir de 1860, l'ouverture du territoire à la colonisation permet l'établissement permanent de familles de pêcheurs. Sept-Îles devient un pôle d'attraction pour les Acadiens et les Gaspésiens qui y exploitent la morue, le hareng et le homard. Deux hameaux occupent alors le premier rang du canton Letelleir dans la baie de Sept-Îles : à l'ouest se trouve le territoire habité par la communauté innue, autour de la chapelle construite en 1848, et à l'est, un village dont l'économie repose sur la pêche émerge. Peu à peu, ces deux établissements se rejoindront.

L'organisation religieuse se structure durant cette période. Après la construction de la chapelle pour les Innus en 1848, la première église destinée aux Eurocanadiens, l'église Saint-Joseph, voit le jour en 1898. Les Eudistes, arrivés en 1903, prennent le relais des missions. En 1906, Sept-Îles devient même le siège épiscopal du Vicariat apostolique, bien qu'un incendie en 1916 force Mgr Blanche à déplacer temporairement l'évêché à Havre-Saint-Pierre. Au tournant du 20e siècle, le village de Sept-Îles compte environ 25 familles non-autochtones[38].

La vie dans ces villages du 19e siècle reste marquée par un isolement géographique important. En l'absence de routes terrestres et de quai (qui sera construit en 1911 dans le village), les communications dépendent entièrement du Saint-Laurent : les navires s'ancrent au large et le déchargement se fait par de légères embarcations. L'hiver, les déplacements se font en cométique. Au cœur du village de Sept-Îles, la Compagnie de la Baie d'Hudson maintient une influence en déplaçant son poste sur l'actuelle avenue Arnaud, où elle combine les fonctions de magasin général et de comptoir de fourrures jusqu'en 1925[39].

Parallèlement, l'industrialisation Pointe-Noire à l'extrémité de la baie se développe avec l'implantation de la Gulf Pulp and Paper à Clarke City. Ces projets amènent les premiers services modernes, comme l'électricité et un service postal aérien pionnier dans les années 1920[40]. La morphologie du village change : les hangars de pêcheurs bordent la grève tandis que les premières infrastructures civiles, comme l'école Blanche et le poste de la Sûreté provinciale, commencent à structurer le centre-ville naissant.

Les enjeux territoriaux

L'occupation permanente de la baie de Sept-Îles, entraîne l'émergence de tensions territoriales entre les familles acadiennes nouvellement établies et la communauté innue. Ce long processus de cohabitation et de pressions politiques a mené, après vingt ans de revendications, à la création officielle de la réserve de Sept-Îles (Uashat) en 1906, garantissant aux Autochtones un lieu de résidence permanent au cœur de leur territoire ancestral.

38 Calderon, *Histoire de Clarke City*.
39 Fernande Porlier-Forbes et Manon Gasse, *Sept-Îles : du village à la ville* (Ville de Sept-Îles, 2002).
40 Porlier-Forbes et Gasse, *Sept-Îles*.

L’essor du fer et la métamorphose urbaine

L’histoire moderne de Sept-Îles s’accélère à la fin des années 1940 avec la découverte de gisements de fer colossaux au nord. La création de l'Iron Ore Company (IOC) en 1949 déclenche des investissements massifs pour ériger une ville minière, un port de chargement et un chemin de fer de 600 km achevé en 1954. Ce boom minier, renforcé par l'arrivée de Wabush Mines en 1961, transforme radicalement l'ancien village de pêcheurs : en 25 ans, la population bondit de 2 000 à 30 000 habitants[41]. Ce faisant, plusieurs nouvelles rues sont aménagées, entraînant la démolition ou la relocalisation de maisons, et le lotissement irrégulier typique du village de pêche est remplacé par un lotissement régulier de banlieue moderniste.

Cette expansion urbaine se fait au prix de fortes tensions sociales, notamment avec la communauté innue de Uashat, qui doit lutter contre des tentatives de déplacement forcé vers Maliotenam (Mani-Utenam) pour finalement obtenir une reconnaissance officielle en 1966[42].

Parallèlement à la montée en puissance du fer, cette période est aussi celle du grand désenclavement : au début des années 1960, le prolongement de la route 15 (138) jusqu'à Sept-Îles brise l'isolement de la région. Ce lien terrestre permanent sonne le glas du cabotage maritime traditionnel au profit du camionnage, connectant ainsi la population régionale au reste du Québec. L'arrivée de la 138 pave aussi la voie à un développement urbain conçu prioritairement pour l'automobile.

Crise, restructuration et diversification

Entre 1980 et 1985, Sept-Îles traverse une crise majeure due à la paralysie de la sidérurgie américaine et à la chute des prix du fer. Les effectifs miniers fondent de plus de moitié, provoquant la fermeture d'usines et l'abandon de villes comme Gagnon[43]. Pour survivre, la région entreprend une restructuration profonde. Si les géants miniers stabilisent leurs activités ferro-portuaires à la fin de la décennie, c’est surtout la diversification économique qui assure l'avenir de la métropole régionale. L'implantation de l'aluminerie Alouette en 1989, le développement de services administratifs et le grand chantier hydroélectrique de Sainte-Marguerite 3 ont permis à Sept-Îles de bâtir une économie plus résiliente.

41 Frenette, « Les hauts et les bas de l’économie », 462.
42 Daniel Vachon, *L’Histoire montagnaise de Sept-Îles*.
43 Frenette, « Les hauts et les bas de l’économie », 461.

Patrimoine bâti disparu



← Vue aérienne de Sept-Îles vers 1950. On remarque que le cadastre ancien est encore en place et que la plupart des maisons des avenues Arnaud (1re Rue) et Brochu (2e Rue) sont orientées vers la baie.
P6,S3,D4,P299, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.



← Superposition du cadastre de 1953 (en bleu) et du cadastre actuel (en blanc) du secteur du village de Sept-Îles. Plusieurs rues ont été tracées, entraînant la démolition ou la relocalisation de maisons, et le lotissement irrégulier typique du village de pêche a été remplacé par un lotissement régulier de banlieue moderniste.
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (Gabriel Cloutier), *Plan du cadastre officiel révisé d'une partie du canton de Letellier* (Ville de Sept-Îles, novembre 1953). Plan original conservé au Ministère des Terres et des Forêts. Modifié par Enclume.



→ Vue aérienne en 2025. On remarque qu'une rue a été ouverte (rue du Vieux-Quai) à l'ouest du presbytère et que les maisons ne sont dorénavant plus orientées vers la baie.
Enclume, 2025.



↑ On aperçoit l'église Saint-Joseph en 1939, soit la deuxième église de Sept-Îles, construite en 1918 à la suite de l'incendie de la première. Cette église sera démolie à la fin des années 1950 pour faire place à un temple plus moderne qui sera orienté vers la 2e Rue (avenue Brochu), plutôt que vers la baie, comme l'étaient les églises précédentes. Le vieux quai, construit en 1911, et les magasins et entrepôts liés à la pêche ont aussi disparu.
P6,S3,D4,P853, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.



→ Magasin Labrador Fisheries, rue Arnaud, Sept-Îles, vers 1960, aujourd'hui démoli.
P6,S3,D4,P328, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.





← Vue de la Place du Commerce et de la rue Arnaud, vers l'est, en 2025. La plupart des aménagements qui se trouvaient aux abords de la baie de Sept-Îles ont été démolis et remplacés. On remarque aussi le parc du Vieux-Quai en avant-plan ainsi que la marina, derrière.
Enclume, 2025.

↑ Vue de la rue Arnaud (1re Rue), vers l'est dans les années 1950.
P6,S3,D4,P940, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.

Patrimoine bâti toujours en place



← L'École Mgr-Blanche en 1940.

Jeanne Cyr et ses élèves devant l'école Blanche à Sept-Îles. P6,S3,D4,P646, Collection Société historique du Golfe, BAnQ Sept-Îles.

↓ L'ancienne école Mgr-Blanche accueille aujourd'hui une auberge.

Enclume, 2025.





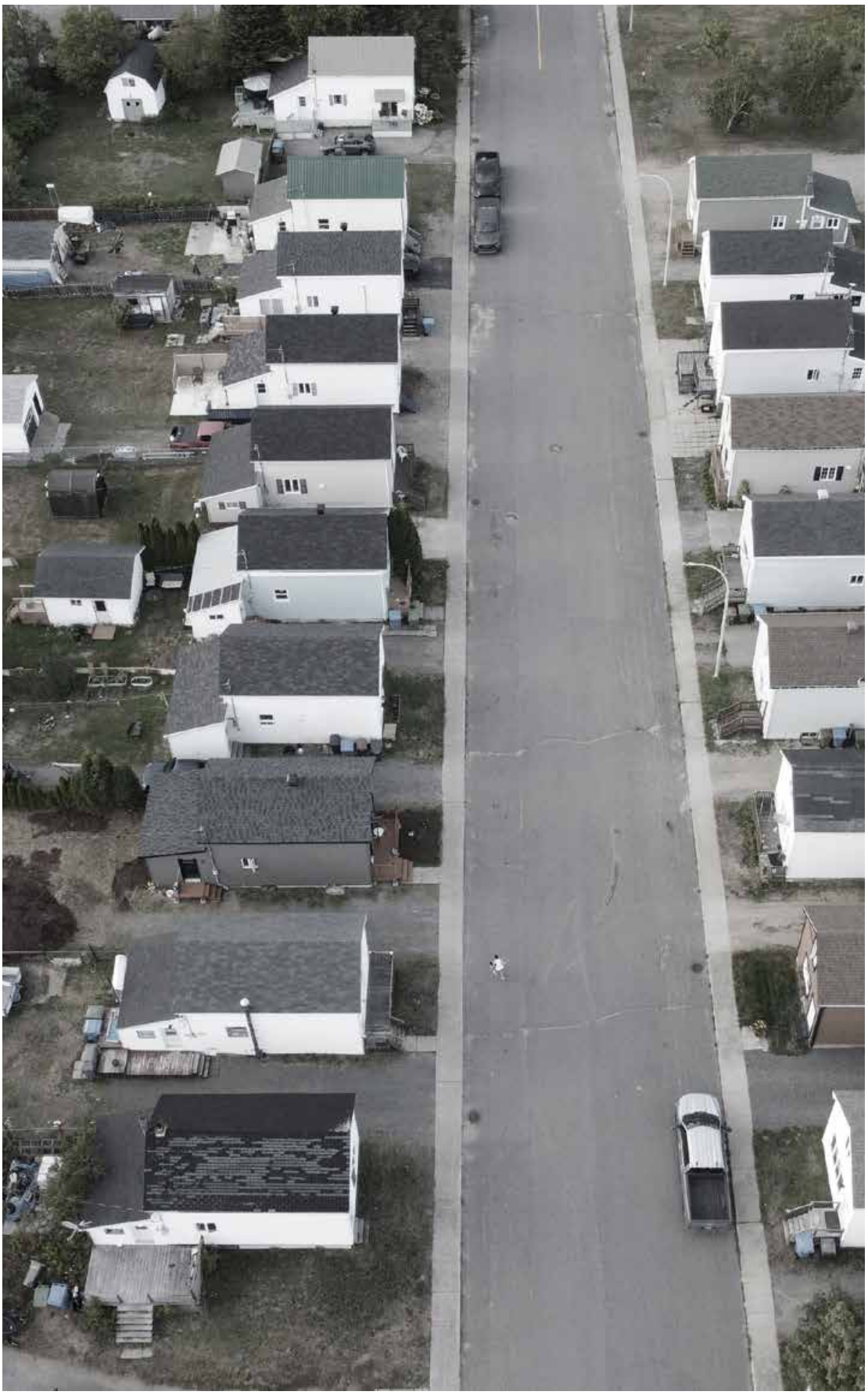
↑ Avec la rénovation urbaine et la modernisation de la ville, le centre-ville de Sept-Îles se déplace plus au nord, autour du boulevard Laure (138). De nombreux édifices modernes voient le jour à Sept-Îles dans les années 1960 et 1970.

→ Le palais de justice de Sept-Îles

Armour Landry, 1967. P97,S1,D6659-6668, Fonds Armour-Landry, BAnQ.



Caractéristiques du cadre bâti



Rue Madeleine, Clarke City
Enclume, 2025.

Caractéristiques particulières ou représentatives du territoire

Maisons de compagnies

Les maisons de compagnies s'inscrivent dans le contexte de l'époque des cités forestières. Certains hameaux ont conservé une grande cohérence, malgré les modifications apportées aux revêtements et aux ouvertures au fil du temps. C'est notamment le cas à Clarke City et Shelter Bay.

Vestiges industriels

Les traces des anciennes cités forestières et des industries insolites de Sept-Rivières ont presque disparu. Seuls les barrages tiennent encore debout, vestiges d'une activité industrielle désormais éteinte. Toutefois, cette histoire n'est pas totalement oubliée : certains vestiges de l'arboriduc et des installations industrielles de Shelter Bay sont aujourd'hui mis en valeur à Port-Cartier.

Matériaux usinés et standardisés

Que ce soit en raison du climat, pour des motifs économiques ou par simple préférence esthétique, les matériaux d'origine ont presque disparu du paysage de Sept-Rivières. On dénombre en effet très peu de bâtiments ayant conservé leur revêtement authentique en planches ou en bardeaux de bois.

Lucarnes

La lucarne est un élément architectural que l'on retrouve généralement sur des constructions comprenant des toits à plusieurs versants. Ce type d'ouverture, pratiquée sur le versant d'un toit, permet d'aérer et d'apporter de la lumière dans les combles. Bien que de nombreuses typologies existent, elle est souvent présentée sous sa forme « à pignon », « triangulaire » ou « rampante» dans la MRC de Sept-Rivières. On retrouve sur le territoire de nombreuses maisons comprenant une lucarne centrale en façade principale ou deux ou trois lucarnes disposées de manière symétrique. On remarque une forte concentration de lucarnes à Clarke City.

Annexes

Les maisons construites avant 1940 à Sept-Rivières ont souvent été agrandies après leur construction initiale. Pouvant se trouver autant en façade, que sur les côtés ou à l'arrière du bâtiment, les annexes peuvent prendre la forme de vérandas ou d'extensions. Celles-ci sont plus ou moins intégrées au volume d'origine, de telle sorte qu'il est parfois difficile d'identifier la forme de la construction d'origine. Cette

pratique, très répandue à travers la MRC de Sept-Rivières, témoigne non seulement de l'évolution des besoins, mais également de la capacité des Nord Côtiers à apporter des transformations majeures à leurs habitations. Aujourd'hui, la majorité des maisons à toit à deux versants possède un annexe.

Lucarne triangulaire



155 rue du Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.

Lucarne rampante



4374 rue des Pionniers, Rivière Pentecôte
Enclume, 2025.

Lucarne à croupe



4373 rue des Pionniers, Rivière Pentecôte
Enclume, 2025.

Véranda fermée



150 rue de l'Église, Clarke City
Enclume, 2025.

Annexe latérale



2176 rue Monseigneur-Labrie, Pointe-aux-Anglais.
Enclume, 2025.

Annexe latérale



16 rue Wood, Rivière-Pentecôte
Enclume, 2025.

Les types architecturaux

Les aléas du temps, les goûts et les besoins de chacun des occupants d'une maison façonnent l'édifice et lui confèrent un caractère proprement unique. Néanmoins, en étudiant les bâtiments d'une région, il est possible de dégager certaines caractéristiques communes. Que ce soit par leur fonction, leur volumétrie, leur matérialité, leurs ouvertures, leurs ornements, leur implantation ou leur nombre d'étages, les bâtiments peuvent être regroupés en différents types architecturaux. Au-delà de cette possibilité, une telle typologie s'avère souhaitable, car elle permet d'ancrer, dans une localité, la manifestation des styles et courants architecturaux d'une époque.

La réalisation de l'inventaire du patrimoine immobilier de la MRC de Sept-Rivières a permis de mettre en évidence neuf types architecturaux locaux. Certains de ces types sont semblables, voire identiques, à leurs homologues ailleurs au Québec, mais quelques-uns sont soit unique ou présentent des variantes très peu répandues dans le reste de la province.

Bien que toutes les catégories de fonctions aient été étudiées lors de l'inventaire, les types identifiés ne se retrouvent que dans les bâtiments d'usages résidentiels. C'est dans le secteur de Clarke City qu'on retrouve à la fois le plus grand nombre de différents types architecturaux, mais aussi la plus grande authenticité en termes de matériaux.

Bien que certains types architecturaux soient généralement répandus partout au Québec, il peut arriver que certaines régions n'en accueillent pas ou très peu. C'est le cas dans la MRC de Sept-Rivières avec la maison cubique avec un toit en pavillon ou à croupe. L'inventaire n'a permis de relever que deux exemplaires, ce qui est insuffisant pour dire que ce type architectural soit propre à cette localité.

1. Maison d'un étage à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan

Influences

Porte-étendard de l'architecture vernaculaire américaine, est le type de maison le plus répandu de la MRC de Sept-Rivières. Celui-ci prend ses racines dans la deuxième moitié du 19e siècle et se démarque par sa simplicité. La mécanisation du travail, l'usinage, la standardisation des matériaux et leur distribution à grande échelle font de ce type le candidat idéal pour les villes en forte croissance.

D'ornementation plutôt sobre, ce type architectural s'élève généralement sur un étage, mais certaines maisons présentent une pente de toit plus faible, dégageant ainsi de l'espace habitable sous les combles. Certaines présentent également une lucarne à pignon. Sur les modèles d'un étage et demi, des lucarnes percent souvent la toiture. Dans la grande majorité des cas, la façade du bâtiment est tournée vers la rue. Or, dans les secteurs où la construction du bâtiment précède l'établissement d'un réseau routier, sa façade est souvent orientée vers le golfe du Saint-Laurent.

Ce type architectural a souvent été modifié au fil du temps. En effet, annexes, agrandissements et vérandas de tailles, d'emplacement et de formes variées constituent des appendices régulièrement ajoutés au volume d'origine. De plus, le parement de bois d'origine des murs extérieurs a fréquemment été remplacé par des matériaux contemporains. Chaque bâtiment développe ainsi une certaine unicité, au détriment de son authenticité.

Concentration géographique

- Clarke City
- Gallix
- Pointe-aux-Anglais
- Rivière-Pentecôte
- Shelter Bay
- Village de Sept-Îles

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 1 étage à 1 ½ étages
- Toiture à deux versants à pente moyenne variant en fonction du nombre d'étages.

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition asymétrique de la façade principale
- Fenêtres à battants ou à guillotine
- Présence de lucarne (rare)

Saillies et ornementation

- Entrée principale souvent protégée par un porche ou une galerie couverte, un tambour ou encore une véranda vitrée
- Éléments d'ornementation comme des chambranles en bois ou des planches cornières



2176 rue Monseigneur-Labrie,
Pointe-aux-Anglais
Enclume, 2025.



7 rue de la Baie, Shelter Bay
Enclume, 2025.



2105 rue Monseigneur-Labrie,
Pointe-aux-Anglais
Enclume, 2025.



4362 rue des Pionniers,
Rivière-Pentecôte
Enclume, 2025.



21 rue Plante, Shelter Bay
Enclume, 2025.



174 rue Thériault, Gallix
Enclume, 2025.



5 rue Tonawanda, Port-Cartier
Enclume, 2025.



11 rue Tonawanda, Port-Cartier
Enclume, 2025.



14 rue Tonawanda, Port-Cartier
Enclume, 2025.



16 rue Tonawanda, Port-Cartier
Enclume, 2025.



22 rue Tonawanda, Port-Cartier
Enclume, 2025.



12 rue Wood, Rivière-Pentecôte
Enclume, 2025.

2. Maison de deux étages à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan

Influences

Similaire à la maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan à plusieurs égards, ce type se distingue par son nombre d'étages et par l'absence quasi systématique de lucarnes. Il peut également être différencié par son gabarit légèrement plus imposant.

Plusieurs de ces maisons sont munies d'une annexe arrière implantée perpendiculairement au corps principal et coiffée d'un toit à deux versants ou d'annexes coiffées de toit en appentis.

Concentration géographique

- Pointe-aux-Anglais
- Shelter Bay
- Village de Sept-Îles

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 2 étages
- Toiture à deux versants droits à pente moyenne (varie entre 35° et 45°)

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Fenêtres à battants ou à guillotine

Saillies et ornementation

- Entrée principale souvent protégée par un porche ou une galerie couverte, un tambour ou encore une véranda vitrée
- Annexe arrière avec toit en appentis ou toit à deux versants
- Éléments d’ornementation comme des chambranles en bois ou des planches cornières



14 rue Père-Divet, Sept-Îles
Enclume, 2025.



14 rue Regnault, Sept-Îles
Enclume, 2025.



10 rue Regnault, Sept-Îles
Enclume, 2025.



2183 rue Monseigneur-Labrie, Pointe-aux-Anglais
Enclume, 2025.



34 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



7 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.

3. Maison étroite à toit à deux versants droits avec façade sur le mur pignon

Influences

Ce type se distingue par son empreinte au sol étroite et rectangulaire, dont l'axe est perpendiculaire à la rue. Cela permet ainsi une plus grande densité et de facto, une utilisation plus optimale des infrastructures comme les rues, les aqueducs et les égouts. Il n'est donc pas surprenant de le retrouver dans les villes planifiées par des compagnies, comme Clarke City.

Ce type architectural, caractérisé par une simplicité extrême, se compose fréquemment d'une forme rectangulaire modeste, d'une annexe à l'arrière et ne présente pour seule saillie qu'une galerie en bois.

Concentration géographique

- Clarke City

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 1 étage et demi
- Travée simple
- Toiture à deux versants à pente moyenne d'environ 35°
- Petit volume
- Annexe à l'arrière

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition asymétrique de la façade principale
- Fenêtres à battants ou à guillotine

Saillies et ornementation

- Galerie en bois



75 rue Madeleine, Clarke City
Enclume, 2025.



35 rue Madeleine, Clarke City
Enclume, 2025.



40 rue Madeleine, Clarke City
Enclume, 2025.



rue Madeleine, Clarke City
Enclume, 2025.



rue Madeleine, Clarke City
Enclume, 2025.

4. Maison large à toit à deux versants droits avec façade sur le mur pignon

Influences

Grande sœur de la maison étroite à toit à deux versants droits avec façade sur le mur pignon, ce type architectural se distingue par son volume plus imposant, son second étage complet et sa deuxième travée. Avec un plan rectangulaire perpendiculaire à la rue, ce type permet d'optimiser l'utilisation des infrastructures municipales, tout en offrant davantage d'espace pour accueillir des familles complètes.

Il est commun de voir une cheminée en brique au centre de la maison sur le mur latéral sur ce type architectural. La cheminée a parfois été modernisée et est désormais en acier.

L'entrée des maisons de ce type est systématiquement couverte. Il peut s'agir d'une véranda ouverte ou fermée par des murs ou vitrée, ou, plus modestement, d'un simple porche.

Concentration géographique

- Clarke City
- Shelter Bay
- Village de Sept-Îles

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 2 étages
- Travée double
- Toiture à deux versants à pente moyenne d'environ 35°

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition asymétrique de la façade principale
- Fenêtres à battants ou à guillotine

Saillies et ornementation

- Galerie couverte ou véranda en façade avant (fréquente)
- Retour de toit



596 avenue Cartier, Sept-Îles
Enclume, 2025.



22 rue Barrage, Shelter Bay
Enclume, 2025.



31 rue Plante, Shelter Bay
Enclume, 2025.



34 rue Plante, Shelter Bay
Enclume, 2025.



2-4 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



6 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



8 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



15 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



23 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



29 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.



140 rue de l'Église, Clarke City
Enclume, 2025.

5. Maison à toit brisé avec façade sur le mur pignon

Influences

Apparue après 1920, la maison à toit brisé se distingue de la maison à toit mansardé, populaire à la fin du 19e siècle. Sa toiture présente des brisis plus longs et moins inclinés, ainsi que des terrassons plus courts et plus pentus. Bien que la majorité des constructions de ce type se concentrent dans le secteur Shelter Bay à Port-Cartier, l'angle et la taille des brisis et des terrassons ne sont pas uniformes.

Ce style architectural a été fréquemment adopté par les industries pour loger leurs employés dans les villes de compagnies à travers différentes régions du Québec.

Construites entre 1930 et 1950 dans la MRC, plusieurs bâtiments de ce type n'ont pas été inventoriés, car leur date de construction se situe après 1940.

Variante

L'orientation de la ligne faîtière est parfois parallèle à l'axe de la rue de la maison, plaçant ainsi la façade sur le mur pignon. Bien que cette variante ait peu d'influence sur la volumétrie, on observe que la fenestration de la façade donnant sur la rue devient plus importante.

Concentration géographique

- Pointe-aux-Anglais
- Shelter Bay

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 1 étage et demi
- Toiture brisée dont les angles du terrasson et du brisis sont faibles

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition généralement symétrique du deuxième étage, mais asymétrique du rez-de-chaussée
- Entrée principale accessible par une véranda vitrée

Saillies et ornementation

- Présence d'une véranda fenestrée latérale et/ou en façade
- Présence de chambranles et de planches cornières



28 rue Barrage, Shelter Bay
Enclume, 2025.



27 rue Parent, Shelter Bay
Enclume, 2025.



38 rue Parent, Shelter Bay
Enclume, 2025.



27 rue Plante, Shelter Bay
Enclume, 2025.



33 rue de la Baie, Shelter Bay
Enclume, 2025.

Variante



1968 rue Monseigneur-Labrie,
Pointe-aux-Anglais
Enclume, 2025.

6. Maison à toit de faible pente mansardé

Influences

Ce type architectural, d'une grande rareté, constitue un hybride entre deux styles architecturaux plus répandus au Québec. D'une part, la volumétrie de base est celle des maisons Boomtown, apparues à la fin du 19e siècle et ayant pris leur essor durant l'entre-deux-guerres. D'autre part, ce type arbore, sur sa façade, une élégante mansarde directement inspirée du style Second Empire, fort populaire au tournant du 20e siècle.

La maison à toit de faible pente mansardé réunit donc simultanément deux styles bien distincts, chacun représentatif d'une époque de transition au cours de laquelle coexistaient des pratiques artisanales et des techniques modernes de construction en série.

Les seuls témoins de ce type dans la région se trouvent à Clarke City. On y retrouve 9 témoins, dont un jumelé. Tous les bâtiments de ce type ont été construits en 1905, selon le rôle d'évaluation.

La forme, la disposition des ouvertures et la symétrie des bâtiments semblent indiquer que la plupart de ces bâtiments étaient à l'origine des jumelés. Certains ont été transformés en maisons unifamiliales.

Concentration géographique

- Clarke City

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan carré
- Toit à faible pente orientée vers l'arrière du bâtiment pour permettre l'écoulement de l'eau, mais mansardé en façade.

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition symétrique de la façade principale

Saillies et ornementation

- Lucarnes à pignon dans le brisis au nombre de deux en façade principale
- Mansarde incurvée



25 rue du Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.



85 rue du Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.



55-65 rue de l'Église, Clarke City
Enclume, 2025.



50-60 rue de L'Église, Clarke City
Enclume, 2025.

7. Maison à toit à deux versants droits à lucarne-pignon

Influences

Bien que ce type, d'influence industrielle américaine, soit fréquent dans l'ensemble des régions du Québec, il n'est représenté, dans le territoire couvert par le présent inventaire, qu'à Clarke City. Outre la lucarne-pignon, ce style présente plusieurs similitudes, tant dans la volumétrie que dans la matérialité, avec la maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan. La lucarne-pignon crée néanmoins un effet pittoresque et permet aux bâtiments qui l'arborent de se démarquer.

Plusieurs bâtiments ont une porte d'entrée légèrement excentrée, et l'un d'entre eux est un jumelé, ce qui laisse présager que l'ensemble des maisons de ce type étaient à l'origine des jumelés.

Concentration géographique

- Clarke City

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 1 ½ étages à 2 ½ étages
- Toiture à deux versants et à lucarne-pignon à pente moyenne (varie entre 35° et 45°)

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition symétrique de la façade principale, excepté pour les portes d'entrée qui sont légèrement excentrées du centre.
- Fenêtres à battants

Saillies et ornementation

- Présence de chambranles et de planches cornières
- Présence de galeries en bois pour accéder à l'entrée principale



70 rue Dignard, Clarke City
Enclume, 2025.



75 rue Dignard, Clarke City
Enclume, 2025.



30 rue Dignard, Clarke City
Enclume, 2025.



45 rue Dignard, Clarke City
Enclume, 2025.



155 rue Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.



105 rue Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.



205 rue Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.

8. Maison à toit mansardé à deux versants avec façade sur le mur de long pan

Influences

Ce type arbore une toiture à deux versants dont les brisis accueillent habituellement des lucarnes. Cette forme de toit permet de faire des gains d'espace au niveau des combles. Très répandues au Québec, les maisons de ce type se distinguent dans la région, notamment à Clarke City, par l'absence de mansarde sur côté arrière de la toiture, révélant ainsi la quête d'un certain équilibre entre le style architectural et l'optimisation de l'espace. Les maisons de Clark City de ce type se distinguent également par le fait qu'elles soient des jumelées.

Concentration géographique

- Clarke City

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 2 étages
- Toiture mansardée sur deux versants

Matérialité

- Revêtement et couverture rarement d'origine
- Fondation généralement de béton ou de blocs de béton

Ouvertures

- Composition symétrique de la façade principale
- Portes d'entrée aux extrémités de la façade
- Fenêtres à guillotine
- Brisis du toit percé de lucarnes à pignon

Saillies et ornementation

- Présence de chambranles et de planches cornières
- Présence de galeries en bois pour accéder à l'entrée principale



75 rue de l'Église, Clarke City
Enclume, 2025.



45 rue du Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.



225 rue du Moulin, Clarke City
Enclume, 2025.

9. Maison à toit à demie-croupe avec façade sur le mur de long pan

Influences

La présence d'une demie-croupe a l'avantage d'offrir une meilleure résistance au vent qu'un toit à deux versants simples. Ce modèle de toiture aurait été importée par les Anglais venus d'Europe, mais on la voit se populariser au Québec surtout à partir des années 1920. Dans le contexte nord-côtier, cette toiture est présente sur des maisons simples et modestes, ce qui l'inscrit dans le mouvement de l'architecture vernaculaire américaine.

Variante

L'orientation de la ligne faîtière est parfois perpendiculaire à l'axe de la rue de la maison, plaçant ainsi la façade sur le mur pignon. Bien que cette variante ait peu d'influence sur la volumétrie, on observe que la fenestration de la façade devient plus importante et que la porte d'entrée est décentrée. Parmi les bâtiments inventoriés sur le territoire de la MRC de Sept-Rivières, cette variante ne compte jamais deux étages complets et se limite à un étage et demi.

Concentration géographique

- Shelter Bay

Caractéristiques

Volumétrie

- Plan rectangulaire
- 1 étages et demi ou 2 étages
- Toiture à croupe avec ligne faîtière parallèle à la rue et murs pignons et murs pignons latéraux dont la pente varie de 25° à 35°

Matérialité

- Parement de planche de bois horizontale à l'origine, souvent remplacée par des matériaux contemporain
- Toiture en bardeau de bois à l'origine, remplacé par du bardeau d'asphalte

Ouvertures

- Composition symétrique de la façade principale
- Fenêtres à battants ou à guillotine

Saillies et ornementation

- Présence de chambranles et de planches cornières
- Présence de galeries en bois pour accéder à l'entrée principale



12 rue Parent, Shelter Bay
Enclume, 2025.



20 rue Parent, Shelter Bay
Enclume, 2025.



36 rue Parent, Shelter Bay
Enclume, 2025.



7 rue Pins, Shelter Bay
Enclume, 2025.



5 rue des Pins, Shelter Bay
Enclume, 2025.

Variante



10 rue Pins, Shelter Bay
Enclume, 2025.



26 rue Barrage, Shelter Bay
Enclume, 2025.



6 rue Pins, Shelter Bay
Enclume, 2025.



18 rue Tonawanda, Shelter Bay
Enclume, 2025.

Secteurs et ensembles d'intérêt

Délimitation de secteurs et d’ensembles d'intérêt

L'intérêt patrimonial d'un bâtiment ne s'évalue pas uniquement de manière isolée, mais aussi par sa contribution à son environnement. Un édifice modeste gagne en valeur lorsqu'il s'inscrit dans un ensemble cohérent. De fait, la valeur de plusieurs propriétés ne devient manifeste qu'à travers les liens historiques, urbanistiques, paysagers ou architecturaux qu'elles tissent avec leur contexte d'insertion. À titre d'exemple, une maison ancienne au style dépouillé revêt un intérêt bien plus marqué lorsqu'elle se trouve au centre d'un hameau dont l'intégrité est préservée, plutôt que si elle se situe seule en bordure d'une route secondaire. Cette logique s'applique également à un bâtiment secondaire faisant partie intégrante d'un domaine composé de plusieurs édifices.

Ainsi, la délimitation de secteurs ou d’ensemble à potentiel patrimonial vise à identifier un groupe d’immeubles cohérents qui, par leur proximité et par leur environnement, s’enrichissent mutuellement. Les immeubles peuvent former un ensemble ou un secteur par les relations de complémentarité ou encore de similitude qui existent entre eux.

Définitions et identification

Selon le ministère de la Culture et des Communications (MCC), un secteur est : « une portion de territoire qui se distingue généralement en fonction de caractéristiques historiques ou morphologiques. Il peut notamment se définir par les activités économiques qui lui sont historiquement associées, les limites administratives actuelles ou anciennes, les répétitions et les persistances dans l’aménagement et le cadre bâti, les barrières physiques ou les limites géographiques ».

Dans le cas de la MRC de Sept-Rivières, cinq secteurs ont été identifiés. Ils correspondent tous à un noyau villageois ou à un ancien hameau. Les noyaux villageois où il n’y avait aucune concentration d’immeubles datant d’avant 1940 ont été écartés. Ainsi, il arrive que certaines municipalités n’aient pas de secteur à potentiel patrimonial, comme c'est le cas à Gallix.

Toujours selon le MCC, un ensemble est : « un groupe cohérent d’immeubles voisins ou reliés par un même tracé et formant un réseau. […] L’ensemble peut rassembler un nombre variable d’immeubles et s’être formé de façon spontanée ou concertée. Il doit son existence aux constructions, aux ouvrages et aux espaces libres qui le composent. Les relations de complémentarité ou de similarité qui unissent les immeubles entre eux sont souvent de nature historique, fonctionnelle ou esthétique ».

Dans le cas de la MRC de Sept-Rivières, deux ensembles ont été identifiés, soit l'ancien centre de recherche de Matamec et le club de pêche de la rivière Moisie. Ceux-ci se distinguent par le lien fonctionnel fort qui unit les différents immeubles qui les composent.

Chaque secteur et ensemble à potentiel patrimonial a fait l’objet d’une fiche décrivant ses principales caractéristiques et d'une carte localisant les immeubles inscrits à l'inventaire qui se trouvent dans chaque secteur.

Secteur 1. Pointe-aux-Anglais

Description

Le peuplement permanent de Pointe-aux-Anglais, amorcé timidement au début des années 1870 connaît un essor décisif en 1886 grâce à l'arrivée de huit familles acadiennes en provenance de l'île d'Anticosti. La communauté se structure autour d'une première église dès la fin du XIX^{e} siècle, tout en préservant une économie traditionnelle de subsistance. Contrairement aux pôles industriels voisins, le village fonde son développement sur la pêche côtière et le commerce local.

Plusieurs maisons ont leur façade orientée vers le golfe et non vers la rue, rappelant ainsi que les premiers bâtiments furent construits avant la route. Le périmètre du secteur commence par la pointe aux Anglais et longe la côte vers le nord. Il comprend 12 immeubles inventoriés, construits entre 1873 et 1940.





- Bâtiments inventoriés
- Limite du secteur

Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan
- Maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan à deux étages
- Maison à toit brisé avec façade sur le mur pignon

Groupes et personnages

- Louis Langlois
- Éléonore Langlois (née Pion ou Dion)

Secteur 2. Rivière-Pentecôte

Description

Le village de Rivière-Pentecôte, est colonisé de façon permanente dès 1860. Il s'est transformé en un véritable « village de compagnie » à la fin du XIX^{e} siècle suite à l'implantation d'une scierie par les frères Gagnon. Sous l'impulsion de grandes entreprises forestières comme la St. Maurice Lumber dès 1907 (qui deviendra la C.I.P. en 1925) , la localité connaît développement important. Vivant au gré des fluctuations du marché du bois, Rivière-Pentecôte restera une ville de compagnie jusqu'au départ de la C.I.P. dans les années 1970.

Le secteur est principalement situé entre les rivières Pentecôte et Riverin, mais un bras s'étend le long sur la rue des Pionniers. Les 8 immeubles inventoriés ont été construits entre 1887 et 1940, les plus anciens sont l'église Saint-Patrice de Rivière-Pentecôte et la chapelle Sainte-Anne.





Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan
- Maison à toit brisé avec façade sur le mur pignon

Groupes et personnages

- Frères Gagnon
- Canadian International Paper (C.I.P.) et St. Maurice Lumber Co.
- Abbé Philogone Lemay
- Père Joseph Tanguay
- Père Louis Nonorgues

Secteur 3. Shelter Bay

Description

Situé à l'embouchure de la rivière aux Rochers, une des 7 rivières de la région ayant été utilisée pour l'exploitation forestière au début du XX^{e} siècle. Ville de compagnie fermée fondée par l'Ontario Paper Company. La Compagnie y restera en activité jusque dans les années 1960.

Le périmètre du secteur comprend la partie sud de la péninsule, remonte la rue Parent en longeant la rivière aux Rochers et comprend les île Patterson et du Quai. Les immeubles inventoriés sont au nombre de 84, ce qui fait de Shelter Bay le secteur avec la plus grande concentration de bâtiments construits avant 1940 dans la MRC. Ces bâtiments ont été construits entre 1920 et 1940.





- Bâtiments inventoriés
- Limite du secteur

Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan
- Maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan à deux étages
- Maison large à toit à deux versants droits avec façade sur le mur pignon
- Maison à toit brisé avec façade sur le mur pignon
- Maison à toit à demie-croupe avec façade sur le mur de long pan

Groupes et personnages

- Ovila Bijould
- Robert R. McCormick
- Charles Ross
- Arthur A. Schmon
- Ontario Paper Company Ltd.
- Soeurs de la Charité de Québec

Secteur 4. Clarke City

Description

À la fin du 19e siècle, les frères Clarke identifient le potentiel hydraulique et forestier de la rivière Sainte-Marguerite lors d'une expédition sur la Côte-Nord. Dès 1901, ils concrétisent leur projet industriel en dotant la région d'un barrage, d'une usine de pâte à papier et d'un premier chemin de fer. Cette initiative mène à la création de Clarke City, une localité moderne pour l'époque qui attire une main-d'œuvre variée. Le déclin de l'industrie forestière et les crises économiques successives ont mené à la fermeture définitive de l'usine en 1967.

Le périmètre du secteur correspond approximativement à l'établissement d'origine de la ville. Il comprend les rues de l'Église, du Moulin, Dignard et Madeleine. Le secteur contient 55 immeubles inventoriés, tous construits entre 1903 et 1936, mais dont la majorité est construite en 1905. Ces 55 immeubles représentent presque la totalité des immeubles du secteur, ce dernier est donc très représentatif de l'époque pré 1940.





- Bâtiments inventoriés
- Limite du secteur

Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Maison étroite à toit à deux versants droits avec façade sur le mur pignon
- Maison à toit de faible pente mansardé
- Maison à toit à deux versants droits à lucarne-pignon
- Maison à toit mansardé à deux versants avec façade sur le mur de long pan

Groupes et personnages

- William, James, John et George Clarke
- Frank Clarke
- North Shore Power, Railway & Navigation
- Gulf Pulp and Paper Company
- Petites franciscaines de Marie
- Congrégation de Jésus et Marie

Secteur 5. Village de Sept-Îles

Description

La baie des Sept-Îles offre un lieu d'établissement pour des pêcheurs dans les années 1860 qui viennent y fonder un hameau à quelques centaines de mètres de des familles innues déjà présentes sur le site. Ce hameau de pêcheur connaîtra un premier développement important avec l'industrialisation de la pointe Noire et de Clarke City au début du 20e siècle. Puis, il sera englouti par un boom immobilier important après la Seconde Guerre mondiale.

Le secteur correspond approximativement à la zone la plus ancienne de la Ville de Sept-Îles. Les 10 bâtiments inventoriés s'y trouvant ont été construits entre 1928 et 1940. Le développement de Sept-Îles s'étant fait principalement après la Seconde Guerre mondiale, ces 10 immeubles ne sont pas concentrés et sont fortement dilués à travers de nombreux édifices construits lors du boom immobilier des années 1950. Ainsi, plusieurs d'entre eux ont été déplacé ou intégrés dans le lotissement régulier créé lors des travaux de rénovation urbaine.





- Bâtiments inventoriés
- Limite du secteur

Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Maison d'un étage à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan
- Maison à toit à deux versants droits avec façade sur le mur de long pan à deux étages
- Maison large à toit à deux versants droits avec façade sur le mur pignon

Groupes et personnages

- Aucun groupes ou personnages n'est associé aux bâtiments inventoriés

Ensemble 1. Station de recherche de Matamec

Description

L'histoire de la station de recherche de Matamec débute en 1912 sous l'impulsion de Copley Amory, qui y établit un laboratoire privé dédié à l'étude de la faune et de la flore. Le site a accueilli en 1931 une conférence internationale sur les cycles biologiques, intégrant les observations des populations innues aux travaux scientifiques. Bien que des difficultés financières aient mené au retour du site à une vocation de club de pêche privé en 1933, la recherche s'y est poursuivie entre 1966 et 1985 avec le Woods Hole Oceanographic Institute. Cet héritage scientifique est aujourd'hui préservé par une réserve écologique créée dans les années 1980, bien que la compagnie d'origine ait cessé ses activités dans les années 1960.

L'ensemble est formé de 9 bâtiments construits entre 1914 et 1920, et son périmètre se trouve à l'est de l'embouchure de la rivière Matamec.





- Bâtiments inventoriés
- Limite du secteur

Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Aucun

Groupes et personnages

- Copley Amory
- W. Gallienne
- J. Seward Johnson
- Woods Hole Oceanographic Institute

Ensemble 2. Moisie Salmon Club (Camp Adams)

Description

Le camp Adams, nommé à l'origine le Moisie Salmon Club, fut fondé en 1895. Il est le seul club de pêche privée qui possède encore aujourd'hui légalement une partie du lit d'une rivière au Québec. Or, depuis de nombreuses décennies, les Innus tentent de faire reconnaître leurs droits ancestraux sur la totalité de la rivière Moisie.

L'ensemble identifié correspond au limites de lots dont le club Adams était propriétaire lors de la réalisation de l'inventaire en 2025. Trois bâtiments datant d'avant 1940 ont été identifiés sur le site du Club à l'aide d'archives photographiques. Comme la visite du site n'a pu être réalisé, il est possible que d'autres bâtiments anciens se trouvent encore sur le site aujourd'hui.

Caractéristiques

Types architecturaux dominants

- Aucun

Groupes et personnages

- Ivers Adams
- Moisie Fishing Club (Camp Adams)



Photo : Radio-Canada/ Charles-Étienne Drouin



- Bâtiments inventoriés
- Limite du secteur